



**mission
inclusion**

**Revue de presse
16 au 31 octobre 2022**



Table des matières

Mission inclusion	3
<i>Rien à signaler</i>	4
Champs d'action au Québec	5
Des citoyens se rallient pour lutter contre la précarité alimentaire	6
L'Express – 2022-10-19 – p. 4.....	6
Les régions, nouvelle destination de l'itinérance	8
Le Soleil – 2022-10-20.....	8
Compter les personnes itinérantes pour optimiser les ressources	12
Accès – 2022-10-20.....	12
21 000 kilos d'aliments sauvés en deux ans	14
La Tribune – 2022-10-22 – p. 36.....	14
L'autonomie alimentaire est cultivée à l'école dans la MRC d'Avignon	16
Radio-Canada – 2022-10-23.....	16
Dîner pour mieux apprendre doit répondre à une demande en forte croissance	20
La Presse Canadienne – 2022-10-26.....	20
La Balade alimentaire est lancée dans les Hautes-Laurentides	22
L'info de la Lièvre – 2022-10-27.....	22
Champs d'action à l'international	24
Les inondations plongent le Nigeria dans la crise	25
Ouest-France – 2022-10-20.....	25
En Haïti, le retour du choléra est une « catastrophe »	26
Radio-Canada – 2022-10-24.....	26
Droits des femmes : en Afrique, des luttes d'un nouveau genre	28
Le Monde – 2022-10-28.....	28
L'alimentation, aussi, sous la menace des désastres climatiques	31
France 24 – 2022-10-28.....	31
Malades et encerclés	33
La Presse – 2022-10-28.....	33
Actualité à surveiller	39
<i>Rien à signaler</i>	40



Mission inclusion



Rien à signaler

[Retour à la table des matières](#)



Champs d'action au Québec



Des citoyens se rallient pour lutter contre la précarité alimentaire

L'Express – 2022-10-19 – p. 4

Par : Emmanuelle Leblond

Il réussit à se sortir de la rue à 19 ans

Vivre dans la rue en dormant sur des bancs de parcs et sous des ponts : voici la réalité dans laquelle se trouvait Lancelot Languerand lorsqu'il était âgé de 18 ans. C'est grâce à la Maison Habit-Action qu'il a développé des outils pour s'en sortir, en volant de ses propres ailes.



EMMANUELLE LEBLOND
@journallexpress.ca

Lancelot revenait du boulot lorsqu'il s'est rendu à la Maison Habit-Action pour s'entretenir avec L'Express. En débarquant de la voiture, il s'est dirigé vers le siège arrière pour aller à la rencontre de sa fille Charlie. Un large sourire s'est dessiné sur le visage du jeune homme lorsqu'il a remarqué que sa copine, Christine Marquis, le regardait à l'extérieur.

«Ça fait environ une semaine que j'ai mon permis de conduire. C'est toute une fierté», fait-il savoir à l'auteur de ces lignes. Le jeune homme de 22 ans accumule les réussites depuis un certain temps. Il loge dans un appartement à Drummondville en compagnie de Christine et de Charlie. Il a un nouvel emploi qui le satisfait et il est sobre depuis six mois. «Depuis que la petite est là, je n'ai pas le goût de recommencer. C'est sûr que j'ai des obsessions de temps à autre. La drogue a fait partie de ma vie pendant longtemps. À l'âge de 12 ans, je consommais tous les jours.»

Le Drummondvillois a eu une jeunesse assez mouvementée. Ce n'était pas de tout repos à la maison, alors que son père était

alcoolique et toxicomane. Lancelot a entre autres subi de la violence. Il a commencé à prendre de la marijuana dès son entrée à l'école secondaire. «Je manquais mes cours. Je n'allais pas à mes retenues. Je n'écoutais pas les règles», souligne-t-il.

De 12 à 18 ans, Lancelot a été dans six familles d'accueil et il a été placé à trois reprises en centre jeunesse. «Lorsque j'ai eu ma majorité, la Direction de la protection de la jeunesse (DPJ) a décidé que c'était fini. J'ai été ramené chez mes parents. Ça n'allait pas mieux qu'avant», se remémore-t-il.

Après un moment, le jeune homme s'est retrouvé à la rue à la suite de la vente de la maison familiale. Lancelot était sans emploi et sans logement. «J'ai décidé de me tourner vers la drogue. C'était un monde qui était à portée de main pour moi. La seule chose qui était dans ma tête, c'était de trouver de l'argent pour en faire», mentionne-t-il, en précisant que c'était son moyen de survie.

Pendant huit mois, Lancelot a dormi sur des bancs de parc et sous des ponts. Parfois, il était hébergé par des connaissances. Il a également logé chez une amie, pour finalement retourner à la case de départ.

Pour se sortir la tête de l'eau, le Drummondvillois s'est tourné vers l'Ensemble. Après avoir étudié son dossier, l'organisme l'a référé à la Maison Habit-Action, question de mieux répondre à ses besoins.

Lancelot a déménagé à cet endroit, pour



Le couple a surmonté les difficultés personnelles pour leur permettre d'avancer. (Photo: Guydon Bergeron)

habiter pendant environ un an. «J'ai réalisé qu'il ne faut pas hésiter à aller chercher de l'aide. Les intervenants sont présents, peu importe la situation. Il ne faut pas rester seul là-dedans.»

Le jeune homme a amorcé une transition en logeant dans un appartement supervisé, en lien avec l'organisme. Ensuite, il a fait le saut dans un appartement avec un colocataire. Sa rencontre avec Christine a été déterminante. «On s'était rencontrés à l'hiver en activité de patin avec la Maison Habit-Action. Elle était en appartement supervisé à l'époque. L'été suivant, on s'est contactés sur les réseaux sociaux. Elle ne connaissait pas beaucoup de gens à Drummondville puisqu'elle venait de Saint-Hélène-de-Bagot. J'ai décidé d'aller chez elle. Il était trop tard pour le retour à la maison parce qu'il y avait le couvre-feu.

Depuis ce temps-là, je ne suis jamais reparti», se remémore-t-il, les yeux brillants. Christine a également utilisé les services de l'organisme. Elle a quitté le nid familial à l'âge de 18 ans. Grâce à son passage à



Des citoyens se rallient pour lutter contre la précarité alimentaire

Une armoire-partage a fait son apparition à la Friperie Ex&co. Il s'agit d'une initiative qui a été mise sur pied par le Carrefour jeunesse-emploi (CJE) Drummond pour lutter contre la précarité alimentaire.

EMMANUELLE LEBLOND
@journallexpress.ca

Les participants du programme Départ@9 souhaitaient redonner au suivant. Les jeunes ont contribué à toutes les étapes de la réalisation de l'armoire-partage. Lorsque le projet a été finalisé, ils étaient à la recherche d'un emplacement. C'est là que le Réseau d'aide aux familles en transition (RAFT) est entré en jeu.

«Le RAFT fait partie du comité de révalorisation urbaine de Drummondville-Sud.



L'armoire-partage est située à l'entrée de la Friperie Ex&co. (Photo: Guydon Bergeron)

J'étais à la recherche de moyens pour mieux intégrer le quartier. Entre autres, la friperie est dans le secteur depuis environ 40 ans. Quand j'ai vu l'armoire-partage défiler sur les

réseaux sociaux, j'ai saisi ma chance. C'est un service de proximité pour les gens du coin», indique la directrice générale de l'organisme Nathaly Roy.

L'armoire-partage a été installée à l'entrée de la Friperie Ex&co, en mai dernier. On y retrouve des denrées non périssables comme des pâtes alimentaires, des conserves ou du riz. Les consommateurs peuvent venir porter, échanger et prendre de la nourriture. Ce projet permet d'éviter le gaspillage et favoriser la sécurité alimentaire.

D'après Nathaly Roy, l'armoire-partage répond à un besoin. «Elle arrive à un bon moment dans le contexte actuel avec l'inflation et le coût des logements. Je suis vraiment préoccupée par la situation des familles à Drummondville. Pour les parents qui sont rétrogradés, c'est encore plus cher.

Ceux qui sont en garde partagée doivent payer deux logements et ils ont la moitié des allocations.»

Depuis les derniers mois, le service a été utilisé par les citoyens du quartier. Les jeunes du CJE Drummond sont enchantés de constater que le projet a un impact positif dans la communauté. «Ça m'apporte une fierté personnelle de voir que cette initiative s'est réalisée et qu'on peut aider les gens dans le besoin», soutient Sabryna Bédard-Cournoyer, âgée de 23 ans.

Aux yeux de la directrice générale du RAFT, l'approvisionnement de l'armoire répondra un défi dans le futur. Elle invite donc la population à y déposer leurs denrées. Ce n'est pas tout. Nathaly Roy souhaite installer prochainement un frigidaire communautaire afin de compléter l'offre actuelle.

EXPRESS Le mercredi 19 octobre 2022 | www.journallexpress.ca

POUR NOUS JOINDRE
3002, Bernier, Drummondville
Québec J0C 8T5
Téléphone: 819 478-8171
redaction@journallexpress.ca
www.journallexpress.ca
Annonces classées: 1 866 637-5236

Éditeur : Dave Beauchamp
Directeur des opérations : Marjane Brunelle
À la direction : Isabelle Carrier
Directeur des ventes : Stéphane Bélanger
Conseillers publicitaires : Edith Bojault, Emile Nault, Hélène Rivest

Coordonneuses des ventes
Rédaction : Johanne Bouchard, Hélène Gervais, Marie-Josée Richard
Administratives : Jean-Claude Bernier, Patricia Desjardins, Nathalie Gauthier, Mathieu Turcotte
Directrice de l'information : Lisa Tremblay
Directrice adjointe de l'information : Cynthia Giguère-Montel

Responsable de la section sportive : Jonathan Hézard
Journalistes : Cassandre Bédard, Guydon Bergeron, Nathaly Denes, Emmanuelle Leblond, Louis-Philippe Samson
Distribution : TC Media, Publicis
Impression : Imprimeries Transcontinental 2005 s.e.n.c., division Transcontinental Printing, 10 987 Mirabelles, Ville St-Jovite J1A 8S1-0134

DISTRIBUTION 48 837 EXEMPLAIRES - TRIMESTRE 48 437 EXEMPLAIRES IMPRIMÉS

Une armoire-partage a fait son apparition à la Friperie Ex&co. Il s'agit d'une initiative qui a été mise sur pied par le Carrefour jeunesse-emploi (CJE) Drummond pour lutter contre la précarité alimentaire.

Les participants du programme Départ@9 souhaitaient redonner au suivant. Les jeunes ont contribué à toutes les étapes de la réalisation de l'armoire-partage. Lorsque le projet a été finalisé, ils étaient à la recherche d'un emplacement. C'est là que le Réseau d'aide aux familles en transition (RAFT) est entré en jeu.

«Le RAFT fait partie du comité de révalorisation urbaine de Drummondville-Sud.

J'étais à la recherche de moyens pour mieux intégrer le quartier. Entre autres, la friperie est dans le secteur depuis environ 40 ans. Quand j'ai vu l'armoire-partage défiler sur les réseaux sociaux, j'ai saisi ma chance. C'est un service de proximité pour les gens du coin», indique la directrice générale de l'organisme Nathaly Roy.



L'armoire-partage a été installée à l'entrée de la Friperie Ex&co, en mai dernier. On y retrouve des denrées non périssables comme des pâtes alimentaires, des conserves ou du riz. Les consommateurs peuvent venir porter, échanger et prendre de la nourriture. Ce projet permet d'éviter le gaspillage et favoriser la sécurité alimentaire.

D'après Nathaly Roy, l'armoire-partage répond à un besoin. «Elle arrive à un bon moment dans le contexte actuel avec l'inflation et le coût des logements. Je suis vraiment préoccupée par la situation des familles à Drummondville. Pour les parents qui sont séparés, c'est encore plus cher.

Ceux qui sont en garde partagée doivent payer deux logements et ils ont la moitié des allocations.» Depuis les derniers mois, le service a été utilisé par les citoyens du quartier. Les jeunes du CJE Drummond sont enchantés de constater que le projet a un impact positif dans la communauté. «Ça m'apporte une fierté personnelle de voir que cette initiative s'est réalisée et qu'on peut aider les gens dans le besoin», soutient Sabryna Bédard-Cournoyer, âgée de 23 ans.

Aux yeux de la directrice générale du RAFT, l'approvisionnement de l'armoire représentera un défi dans le futur. Elle invite donc la population à y déposer leurs denrées.

Ce n'est pas tout. Nat

[Retour à la table des matières](#)



Les régions, nouvelle destination de l'itinérance

Le Soleil – 2022-10-20

Par : Marc Allard, Laura Lévesque, Mathieu Lamothe et Louis-Denis Ebacher
Les Coops de l'information

<https://www.lesoleil.com/2022/10/20/les-regions-nouvelle-destination-de-litinerance-d503eefcfc26a341e4afb57fbe2d8192>

Des villes de moins de 200 000 habitants qui semblaient épargnées par l'itinérance voient des campements surgir dans des parcs, sous des ponts et dans des boisés. Elles découvrent des sans-abris qui dorment sur des bancs publics, mendient, ou poussent des paniers d'épicerie avec leurs maigres possessions.

Les citoyens de Saguenay, Granby, Sherbrooke, Trois-Rivières, Drummondville, Victoriaville, notamment, sont aujourd'hui témoins d'une réalité qui paraissait réservée aux grands centres urbains. Pendant ce temps, à Québec et Gatineau, l'itinérance s'étend de plus en plus en périphérie.

«L'itinérance visible augmente dans toutes les régions du Québec», dit Boromir Vallée Dore, directeur général du Réseau solidarité itinérance du Québec, qui regroupe plus de 300 organismes au Québec.

La crise du logement, la hausse du coût de la vie et la pandémie se sont alliées pour faire des régions la nouvelle destination de l'itinérance dans la province. À travers des témoignages et des photos, les Coops de l'information tracent les contours de la nouvelle carte de l'itinérance.

«Ils nous ont dit: 'ici, on ne vous dérange pas'.» En ce jeudi après-midi ensoleillé, Gilles Bouchard, 69 ans, popote tranquillement un «touski» de pâtes, de légumes et de viande hachée sur le barbecue d'un campement d'itinérants toléré par la Ville de Granby.

Autour de lui, le gazon du parc Saint-Antoine-de-Padoue est hérissé de tentes, où habitent une dizaine de personnes qui ont perdu leur toit dans une ville frappée de plein fouet par la crise du logement. C'est ce parc que la Ville de Granby a désigné comme «lieu de tolérance» pour les sans-abris, dans le cadre d'un projet pilote unique au Québec.

L'été dernier, des itinérants qui s'étaient installés sous la structure du marché public avaient été expulsés par la Ville de Granby, à la suite de centaines de plaintes citoyennes. Cet été, la Ville a ajusté sa stratégie. «Si on fait juste démanteler, les passer d'un endroit à l'autre, jamais ils ne vont se stabiliser», dit la mairesse de Granby, Julie Bourdon.

Au campement, tout n'est pas rose pour autant. La toxicomanie, les problèmes de santé mentale, les vols et les conflits qui explosent entre les itinérants font partie du quotidien. Mais, en parallèle, il y a de l'entraide et des amitiés qui se créent. C'est aussi un rare espace de liberté pour les sans-abris. «Les policiers ne nous achalent pas, dit Gilles Bouchard. Les gens consomment ce qu'ils veulent ici. Il faut juste être discret. Et après 23h, c'est silence total.»

Un mardi matin, au centre-ville de Chicoutimi, à Saguenay, on retrouve cinq itinérants sur un trajet de moins de 2 km. Du jamais vu dans cette ville de 145 000 habitants, bordée par des paysages montagneux et un fjord.



«Oui on est plus. Mais ça, c'est mon territoire», lance Jonathan, qui quête devant une institution bancaire pour survivre. Il admet qu'ils sont plus nombreux à mendier. «Il y a du monde d'ailleurs, mais moi je viens d'ici», dit-il.

Des intervenants ont constaté une présence accrue d'itinérants venant des grands centres. «Saguenay est même devenue une place de choix pour les itinérants. Ça se parle à Montréal. Ils aiment le milieu de vie à Saguenay. On essaie d'être tolérants, de ne pas toujours être sur leur dos», mentionne un patrouilleur à vélo, à Saguenay, dans une entrevue accordée aux Coops de l'information à la fin de l'été.

Jonathan l'admet: la relation avec les policiers est bonne à Saguenay, ce qui peut attirer des gens de l'extérieur. «Ils tolèrent si on ne dérange pas trop, si on n'achale pas les gens. Il y a parfois des citoyens qui ont peur quand on crie. Moi, je crie parfois. C'est mon mécanisme de défense, ma façon de me contrôler. Ce n'est pas envers les autres, mais je pense que ça peut faire peur», confie-t-il.

Un peu plus loin, Michel quête aussi avec son verre de plastique rouge, devant une autre institution bancaire. L'homme sort de prison, dort à plusieurs endroits, et raconte devoir beaucoup d'argent en amendes. «Les policiers sont durs parfois, mais c'est souvent les citoyens et les entreprises qui chialent. Je me suis fait déplacer plusieurs fois par la banque, mais j'y retourne la fin de semaine et j'ai la paix.»

Derrière l'institution financière, les Coops de l'information ont trouvé un portique transformé en lit de fortune. Des couvertures et des sacs jonchent le petit coin. L'itinérant qui y a trouvé refuge préfère dormir à cet endroit, de temps en temps, plutôt que de se rendre à la maison des sans-abris. L'organisme, qui compte une vingtaine de lits dans des chambres communes, peut dépanner tout près d'une cinquantaine de personnes à l'aide d'autres partenaires. Mais après des années d'attente, la maison des sans-abris déménagera dans quelques mois. La capacité de 22 lits passera à 35 unités, dont 31 chambres individuelles.

Ils vivent sous un pont, qui agit comme un énorme toit de béton au-dessus d'eux. À Sherbrooke, le campement sous le pont Joffre, situé à quelques pas des commerces et des cafés de la rue Wellington, est devenu un symbole de l'itinérance.

Les campements existent dans la ville estrienne depuis longtemps. Mais «de manière aussi visible et centralisée que ça, c'est un phénomène très récent», dit Gabriel Pallotta, agent de développement à la Table itinérance de Sherbrooke.

Le campement du pont Joffre témoigne de la hausse de l'itinérance à Sherbrooke, alimentée entre autres par la crise du logement. Entre 300 et 400 individus seraient en situation d'itinérance visible dans la municipalité, un nombre en constante augmentation dans les dernières années.

L'an dernier, au début décembre, la Ville de Sherbrooke a démantelé le campement du pont Joffre en raison des risques d'incendie, liés aux foyers sur place. Le campement est revenu en 2022. En ce moment, quelques itinérants dorment encore là tous les soirs, malgré le froid d'automne.

Depuis le début de la pandémie, l'itinérance a pris de l'ampleur à Trois-Rivières, où elle est plus visible. Directeur général de Point de rue, un organisme venant en aide aux personnes en



situation d'exclusion sociale et d'itinérance, Philippe Malchelosse observe une augmentation de 20% des demandes — toujours plus complexes — traitées par son équipe. «Présentement, c'est environ 120-125 personnes par jour que nous rejoignons à Trois-Rivières», dit-il.

Son organisme travaille avec les milieux des affaires, les acteurs politiques et le secteur culturel pour favoriser l'intégration des itinérants. Il mise sur une bienveillance accrue de la communauté pour les sensibiliser à leur réalité. Une formation donnée par ses intervenants a été bien accueillie par les commerçants et les organismes ayant pignon sur rue au centre-ville trifluvien.

«Ça change clairement la perception et la compréhension [de la réalité des personnes en situation d'itinérance]», mentionne la directrice générale de Trois-Rivières Centre, Gena Déziel.

L'hiver dernier, des itinérants dormaient dehors, au froid, à l'extérieur du centre-ville de Québec. Chaque jour, des travailleurs de rue de l'organisme TRIP Jeunesse Beauport sont allés voir des sans-abris pour les aider à survivre à la saison froide. Ils leur donnaient des couvertures, des sacs de couchage, des chauffe-mains et des chauffe-pieds pour les protéger du froid mordant.

Dans la capitale, cette situation en rejoignait une plus large: l'itinérance est en recrudescence non seulement dans Beauport, mais dans tous les autres arrondissements de Québec associés à la banlieue — Sainte-Foy–Sillery–Cap-Rouge, Les Rivières, La Haute-Saint-Charles, Charlesbourg.

«La réalité au centre-ville, c'est une chose, mais la réalité en périphérie, elle existe aussi», dit Karine Lessard, directrice générale de TRIP Jeunesse Beauport.

Certains organismes estiment qu'il devrait aussi y avoir des refuges pour héberger les sans-abris qui vivent dans la périphérie de Québec.

En Outaouais, l'itinérance est bien visible — depuis au moins 15 ans — sur plusieurs coins de rue du centre-ville de Gatineau. Son village de tentes, situé sur le bord du Ruisseau de la Brasserie, dans le secteur Hull, est bien connu.

Depuis quelques années, cette itinérance visible s'est étendue aux extrémités de la quatrième ville du Québec, dans certains secteurs ruraux, et enfin dans des villages voisins, «Oui, ça existe, confirme le coordonnateur du Collectif régional de lutte à l'itinérance de l'Outaouais (CRIO), Nick Paré. Depuis la pandémie, des gens sont tombés dans l'itinérance visible. Ceux qui vivaient dans l'itinérance cachée, en dormant sur le divan d'un ami, par exemple, ne pouvaient plus rester lorsque la pandémie est arrivée.»

Le sergent Martin Fournel, du Service de police de la MRC des Collines, affirme que des «cas isolés» d'itinérance ont été observés ces dernières années dans les secteurs ruraux de la région, comme le Pontiac ou les environs de Chelsea.

«La situation de l'itinérance n'a fait qu'empirer avec la hausse du coût des loyers, dit le coordonnateur du CRIO. Dans les secteurs ruraux, on trouve moins de services d'aide, alors que ceux qui en souffrent veulent rester dans le coin de pays.» Il ne faut pas «séparer» l'itinérance visible de celle qui ne l'est pas, dit-il. «Pour une personne itinérante visible, on en compterait de trois à dix autres non visibles.»



Une femme qui dort dans un abribus. Une tente piquée près d'un conteneur. Une bâche tendue sur une corde comme abri pour la nuit. Depuis cet été, les images du photjournaliste Éric Beaupré témoignent de la montée de l'itinérance visible à Drummondville.

Avant, les itinérants dans cette ville de 80 000 habitants étaient rares; les citoyens les connaissaient presque par leurs prénoms, note M. Beaupré, du journal web vingt55. «Mais cette année, c'était des campements.»

La Ville de Drummondville en a recensé quatre depuis cet été, dont deux au centre-ville, indique Jonathan Guay, directeur du Service des loisirs et de la vie communautaire. La Ville a fait le ménage des objets qui s'accumulaient, mais a évité les démantèlements. «On n'a pas défait les campements où il y avait encore des gens qui restaient», dit-il.

Bien que la montée de l'itinérance ait suscité des plaintes de citoyens, Drummondville tente de favoriser la cohabitation avec les sans-abris. «On demande aux gens d'être plus tolérants, dit M. Guay. Mais on fait aussi des interventions auprès des gens en situation d'itinérance pour ne pas qu'ils ambitionnent non plus.»

Antoine Tardif venait d'être élu maire de Victoriaville. À sa première séance au conseil municipal, en novembre 2021, des itinérants se sont présentés au micro pour lui dire qu'ils n'avaient pas de toit à l'approche de l'hiver.

«J'ai été surpris, comme plusieurs personnes, de constater que ce n'était pas juste à Montréal et à Québec que ça se vivait l'itinérance et qu'on en avait aussi chez nous», se souvient le maire Tardif.

La ville et le milieu communautaire local ont uni leurs forces pour créer un premier refuge temporaire, l'hiver dernier. Le maire Tardif a aussi levé la main pour accueillir cinq des minimaisons pour les itinérants offertes par l'humoriste Mike Ward. Cette année, Victoriaville disposera d'un refuge permanent de dix lits pour les sans-abris.

Victoriaville a aussi mis en place un programme pour permettre à une centaine de personnes qui n'avaient pas de toit le 1er juillet de se trouver un logement. Environ 70 d'entre eux ont trouvé. «On s'est dit: 'on va travailler en amont', et ç'a bien fonctionné», dit le maire Tardif.

[Retour à la table des matières](#)



Compter les personnes itinérantes pour optimiser les ressources

Accès – 2022-10-20

Par : Aurélie Moulun

<https://www.journalaccs.ca/actualite/compter-les-personnes-itinerantes-pour-optimiser-les-ressources/>

Le Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) des Laurentides, en collaboration avec tous les organismes communautaires de la région, procédait au dénombrement des personnes en situation d'itinérance le 11 octobre dernier.

Près de 150 travailleurs de rues et de bénévoles sillonnaient les rues des Laurentides, questionnaires à la main, afin de discuter avec des passants ainsi que des personnes en situation d'itinérance tout en procédant à leur décompte. Le but de cet exercice est d'avoir un portrait de la situation pour ensuite bonifier les plans d'action du CISSS des Laurentides explique Noémie Lacombe, coordonnatrice, services psychosociaux généraux adulte et dossiers transversaux au CISSS.

Cette opération a eu lieu dans plusieurs MRC simultanément, notamment celles d'Argenteuil, d'Antoine-Labelle, des Laurentides, de Thérèse-de-Blainville, du Lac-des-Deux-Montagnes, de La Rivière-du-Nord et des Pays-d'en-Haut. Dans plusieurs autres villes, des équipes étaient dispersées à des endroits stratégiques afin de procéder au même exercice.

Différents fonctionnements

Pour réaliser cet exercice, Mme Lacombe raconte qu'il y avait plusieurs façons de fonctionner. « On avait des événements attractifs notamment à Sainte-Agathe-des-Monts, à Saint-Eustache, à Mont-Laurier et à Saint-Jérôme. On avait installé des tentes et on y offrait de la pizza et du café », explique-t-elle. Les personnes itinérantes pouvaient alors s'arrêter, prendre un café et discuter avec les intervenants qui procédaient au remplissage des questionnaires.

« Ça permet d'augmenter l'acceptabilité sociale et de mieux comprendre la réalité de ces personnes. » – Noémie Lacombe

À Saint-Jérôme, le CISSS des Laurentides a également procédé à du « sillonnage ». « On avait plusieurs équipes de deux personnes qui interpellaient tous les passants », ajoute la coordonnatrice. Les bénévoles et les travailleurs ne discutaient pas qu'avec des personnes en situation d'itinérance, ils tentaient aussi d'observer l'instabilité résidentielle chez les citoyens, une forme d'itinérance moins visible.

Opération réussie

« On est vraiment content. On a eu une super belle coopération. Les gens sur le terrain étaient très heureux que l'on s'intéresse à eux et que l'on tente de comprendre leur réalité », raconte Noémie Lacombe.

À la base, le questionnaire que devaient faire remplir les travailleurs et les bénévoles ne devait prendre qu'une dizaine de minutes. Mme Lacombe explique toutefois que les interactions ont



parfois été beaucoup plus longues puisque les gens sur le terrain prenaient le temps de discuter avec les répondants.

D'ailleurs, Mme Lacombe explique également que les personnes intoxiquées ont été comptabilisées et ont pu être redirigées vers des ressources appropriées. « On avait des fiches d'observation qui nous permettait de compter ces personnes sans qu'elles ne répondent au questionnaire. » Ainsi, les données récoltées sont plus fidèles à la réalité et l'exercice aura permis d'aider certaines personnes itinérantes.

Par l'entremise de ce « sillonnage » de la région, le CISSS des Laurentides a pris l'initiative de confectionner quelque 500 sacs à dos « grands froids » remplis d'items pour combattre le froid. « D'une part, ça nous permettait d'éviter de sonder la même personne deux fois et, en même temps, on remettait des tuques, des mitaines, des bas pour l'hiver. Je dirais que 98 % des gens étaient très contents de ça », souligne Mme Lacombe. Quelques personnes ont toutefois décliné l'offre, jugeant ne pas avoir besoin d'un tel sac à dos.

En attente des résultats

L'opération qui débutait le 11 octobre se terminait sept jours plus tard. Lors de la première journée de l'exercice, les équipes étaient mobilisées dans les rues. Pour les six suivantes, ce sont les organismes communautaires qui continuaient de décompter les personnes en situation d'itinérance au sein même de leurs installations. Puis, le 18 octobre, toutes les données récoltées ont été envoyées au ministère de la Santé.

Bien qu'elle n'ait pas encore les données en main, Noémie Lacombe soutient qu'elle observe une « exacerbation du phénomène de l'itinérance » dans les Laurentides. Toutefois, pour avoir davantage de détails sur la situation, il faudra attendre que le ministère de la Santé comptabilise tous les résultats.

Cet exercice est réalisé partout au Québec tous les quatre ans et est encadré par le ministère de la Santé et des Services sociaux.

[Retour à la table des matières](#)



21 000 kilos d'aliments sauvés en deux ans

La Tribune – 2022-10-22 – p. 36

Par : Isabelle Pion

Avis public

REMERCIEMENTS PUBLICS

La Ville de Sherbrooke vous informe que ces avis publics ont été versés sur son portail à l'adresse suivante : sherbrooke.ca/avispublic

RÈGLEMENTS D'URBANISME

Demande de permis de construction

Second projet de règlement n° 1300-178 - Modification du Règlement n° 1300 de zonage et de lotissement de la Ville de Sherbrooke, zone 1000, zones 1001, zones 1002 et 1003 - Aménagement de l'arrondissement de l'Épiphanie - Arrondissement des Nations

Objet : Ce second projet de règlement vise à ajouter une nouvelle classe d'usage afin de permettre la construction d'une habitation unifamiliale isolée avec un garage attéché sur un terrain situé sur le terrain 1000-1001-1002-1003-1004-1005-1006-1007-1008-1009-1010-1011-1012-1013-1014-1015-1016-1017-1018-1019-1020-1021-1022-1023-1024-1025-1026-1027-1028-1029-1030-1031-1032-1033-1034-1035-1036-1037-1038-1039-1040-1041-1042-1043-1044-1045-1046-1047-1048-1049-1050-1051-1052-1053-1054-1055-1056-1057-1058-1059-1060-1061-1062-1063-1064-1065-1066-1067-1068-1069-1070-1071-1072-1073-1074-1075-1076-1077-1078-1079-1080-1081-1082-1083-1084-1085-1086-1087-1088-1089-1090-1091-1092-1093-1094-1095-1096-1097-1098-1099-1100-1101-1102-1103-1104-1105-1106-1107-1108-1109-1110-1111-1112-1113-1114-1115-1116-1117-1118-1119-1120-1121-1122-1123-1124-1125-1126-1127-1128-1129-1130-1131-1132-1133-1134-1135-1136-1137-1138-1139-1140-1141-1142-1143-1144-1145-1146-1147-1148-1149-1150-1151-1152-1153-1154-1155-1156-1157-1158-1159-1160-1161-1162-1163-1164-1165-1166-1167-1168-1169-1170-1171-1172-1173-1174-1175-1176-1177-1178-1179-1180-1181-1182-1183-1184-1185-1186-1187-1188-1189-1190-1191-1192-1193-1194-1195-1196-1197-1198-1199-1200-1201-1202-1203-1204-1205-1206-1207-1208-1209-1210-1211-1212-1213-1214-1215-1216-1217-1218-1219-1220-1221-1222-1223-1224-1225-1226-1227-1228-1229-1230-1231-1232-1233-1234-1235-1236-1237-1238-1239-1240-1241-1242-1243-1244-1245-1246-1247-1248-1249-1250-1251-1252-1253-1254-1255-1256-1257-1258-1259-1260-1261-1262-1263-1264-1265-1266-1267-1268-1269-1270-1271-1272-1273-1274-1275-1276-1277-1278-1279-1280-1281-1282-1283-1284-1285-1286-1287-1288-1289-1290-1291-1292-1293-1294-1295-1296-1297-1298-1299-1300-1301-1302-1303-1304-1305-1306-1307-1308-1309-1310-1311-1312-1313-1314-1315-1316-1317-1318-1319-1320-1321-1322-1323-1324-1325-1326-1327-1328-1329-1330-1331-1332-1333-1334-1335-1336-1337-1338-1339-1340-1341-1342-1343-1344-1345-1346-1347-1348-1349-1350-1351-1352-1353-1354-1355-1356-1357-1358-1359-1360-1361-1362-1363-1364-1365-1366-1367-1368-1369-1370-1371-1372-1373-1374-1375-1376-1377-1378-1379-1380-1381-1382-1383-1384-1385-1386-1387-1388-1389-1390-1391-1392-1393-1394-1395-1396-1397-1398-1399-1400-1401-1402-1403-1404-1405-1406-1407-1408-1409-1410-1411-1412-1413-1414-1415-1416-1417-1418-1419-1420-1421-1422-1423-1424-1425-1426-1427-1428-1429-1430-1431-1432-1433-1434-1435-1436-1437-1438-1439-1440-1441-1442-1443-1444-1445-1446-1447-1448-1449-1450-1451-1452-1453-1454-1455-1456-1457-1458-1459-1460-1461-1462-1463-1464-1465-1466-1467-1468-1469-1470-1471-1472-1473-1474-1475-1476-1477-1478-1479-1480-1481-1482-1483-1484-1485-1486-1487-1488-1489-1490-1491-1492-1493-1494-1495-1496-1497-1498-1499-1500-1501-1502-1503-1504-1505-1506-1507-1508-1509-1510-1511-1512-1513-1514-1515-1516-1517-1518-1519-1520-1521-1522-1523-1524-1525-1526-1527-1528-1529-1530-1531-1532-1533-1534-1535-1536-1537-1538-1539-1540-1541-1542-1543-1544-1545-1546-1547-1548-1549-1550-1551-1552-1553-1554-1555-1556-1557-1558-1559-1560-1561-1562-1563-1564-1565-1566-1567-1568-1569-1570-1571-1572-1573-1574-1575-1576-1577-1578-1579-1580-1581-1582-1583-1584-1585-1586-1587-1588-1589-1590-1591-1592-1593-1594-1595-1596-1597-1598-1599-1600-1601-1602-1603-1604-1605-1606-1607-1608-1609-1610-1611-1612-1613-1614-1615-1616-1617-1618-1619-1620-1621-1622-1623-1624-1625-1626-1627-1628-1629-1630-1631-1632-1633-1634-1635-1636-1637-1638-1639-1640-1641-1642-1643-1644-1645-1646-1647-1648-1649-1650-1651-1652-1653-1654-1655-1656-1657-1658-1659-1660-1661-1662-1663-1664-1665-1666-1667-1668-1669-1670-1671-1672-1673-1674-1675-1676-1677-1678-1679-1680-1681-1682-1683-1684-1685-1686-1687-1688-1689-1690-1691-1692-1693-1694-1695-1696-1697-1698-1699-1700-1701-1702-1703-1704-1705-1706-1707-1708-1709-1710-1711-1712-1713-1714-1715-1716-1717-1718-1719-1720-1721-1722-1723-1724-1725-1726-1727-1728-1729-1730-1731-1732-1733-1734-1735-1736-1737-1738-1739-1740-1741-1742-1743-1744-1745-1746-1747-1748-1749-1750-1751-1752-1753-1754-1755-1756-1757-1758-1759-1760-1761-1762-1763-1764-1765-1766-1767-1768-1769-1770-1771-1772-1773-1774-1775-1776-1777-1778-1779-1780-1781-1782-1783-1784-1785-1786-1787-1788-1789-1790-1791-1792-1793-1794-1795-1796-1797-1798-1799-1800-1801-1802-1803-1804-1805-1806-1807-1808-1809-1810-1811-1812-1813-1814-1815-1816-1817-1818-1819-1820-1821-1822-1823-1824-1825-1826-1827-1828-1829-1830-1831-1832-1833-1834-1835-1836-1837-1838-1839-1840-1841-1842-1843-1844-1845-1846-1847-1848-1849-1850-1851-1852-1853-1854-1855-1856-1857-1858-1859-1860-1861-1862-1863-1864-1865-1866-1867-1868-1869-1870-1871-1872-1873-1874-1875-1876-1877-1878-1879-1880-1881-1882-1883-1884-1885-1886-1887-1888-1889-1890-1891-1892-1893-1894-1895-1896-1897-1898-1899-1900-1901-1902-1903-1904-1905-1906-1907-1908-1909-1910-1911-1912-1913-1914-1915-1916-1917-1918-1919-1920-1921-1922-1923-1924-1925-1926-1927-1928-1929-1930-1931-1932-1933-1934-1935-1936-1937-1938-1939-1940-1941-1942-1943-1944-1945-1946-1947-1948-1949-1950-1951-1952-1953-1954-1955-1956-1957-1958-1959-1960-1961-1962-1963-1964-1965-1966-1967-1968-1969-1970-1971-1972-1973-1974-1975-1976-1977-1978-1979-1980-1981-1982-1983-1984-1985-1986-1987-1988-1989-1990-1991-1992-1993-1994-1995-1996-1997-1998-1999-2000-2001-2002-2003-2004-2005-2006-2007-2008-2009-2010-2011-2012-2013-2014-2015-2016-2017-2018-2019-2020-2021-2022-2023-2024-2025-2026-2027-2028-2029-2030-2031-2032-2033-2034-2035-2036-2037-2038-2039-2040-2041-2042-2043-2044-2045-2046-2047-2048-2049-2050-2051-2052-2053-2054-2055-2056-2057-2058-2059-2060-2061-2062-2063-2064-2065-2066-2067-2068-2069-2070-2071-2072-2073-2074-2075-2076-2077-2078-2079-2080-2081-2082-2083-2084-2085-2086-2087-2088-2089-2090-2091-2092-2093-2094-2095-2096-2097-2098-2099-2100-2101-2102-2103-2104-2105-2106-2107-2108-2109-2110-2111-2112-2113-2114-2115-2116-2117-2118-2119-2120-2121-2122-2123-2124-2125-2126-2127-2128-2129-2130-2131-2132-2133-2134-2135-2136-2137-2138-2139-2140-2141-2142-2143-2144-2145-2146-2147-2148-2149-2150-2151-2152-2153-2154-2155-2156-2157-2158-2159-2160-2161-2162-2163-2164-2165-2166-2167-2168-2169-2170-2171-2172-2173-2174-2175-2176-2177-2178-2179-2180-2181-2182-2183-2184-2185-2186-2187-2188-2189-2190-2191-2192-2193-2194-2195-2196-2197-2198-2199-2200-2201-2202-2203-2204-2205-2206-2207-2208-2209-2210-2211-2212-2213-2214-2215-2216-2217-2218-2219-2220-2221-2222-2223-2224-2225-2226-2227-2228-2229-2230-2231-2232-2233-2234-2235-2236-2237-2238-2239-2240-2241-2242-2243-2244-2245-2246-2247-2248-2249-2250-2251-2252-2253-2254-2255-2256-2257-2258-2259-2260-2261-2262-2263-2264-2265-2266-2267-2268-2269-2270-2271-2272-2273-2274-2275-2276-2277-2278-2279-2280-2281-2282-2283-2284-2285-2286-2287-2288-2289-2290-2291-2292-2293-2294-2295-2296-2297-2298-2299-2300-2301-2302-2303-2304-2305-2306-2307-2308-2309-2310-2311-2312-2313-2314-2315-2316-2317-2318-2319-2320-2321-2322-2323-2324-2325-2326-2327-2328-2329-2330-2331-2332-2333-2334-2335-2336-2337-2338-2339-2340-2341-2342-2343-2344-2345-2346-2347-2348-2349-2350-2351-2352-2353-2354-2355-2356-2357-2358-2359-2360-2361-2362-2363-2364-2365-2366-2367-2368-2369-2370-2371-2372-2373-2374-2375-2376-2377-2378-2379-2380-2381-2382-2383-2384-2385-2386-2387-2388-2389-2390-2391-2392-2393-2394-2395-2396-2397-2398-2399-2400-2401-2402-2403-2404-2405-2406-2407-2408-2409-2410-2411-2412-2413-2414-2415-2416-2417-2418-2419-2420-2421-2422-2423-2424-2425-2426-2427-2428-2429-2430-2431-2432-2433-2434-2435-2436-2437-2438-2439-2440-2441-2442-2443-2444-2445-2446-2447-2448-2449-2450-2451-2452-2453-2454-2455-2456-2457-2458-2459-2460-2461-2462-2463-2464-2465-2466-2467-2468-2469-2470-2471-2472-2473-2474-2475-2476-2477-2478-2479-2480-2481-2482-2483-2484-2485-2486-2487-2488-2489-2490-2491-2492-2493-2494-2495-2496-2497-2498-2499-2500-2501-2502-2503-2504-2505-2506-2507-2508-2509-2510-2511-2512-2513-2514-2515-2516-2517-2518-2519-2520-2521-2522-2523-2524-2525-2526-2527-2528-2529-2530-2531-2532-2533-2534-2535-2536-2537-2538-2539-2540-2541-2542-2543-2544-2545-2546-2547-2548-2549-2550-2551-2552-2553-2554-2555-2556-2557-2558-2559-2560-2561-2562-2563-2564-2565-2566-2567-2568-2569-2570-2571-2572-2573-2574-2575-2576-2577-2578-2579-2580-2581-2582-2583-2584-2585-2586-2587-2588-2589-2590-2591-2592-2593-2594-2595-2596-2597-2598-2599-2600-2601-2602-2603-2604-2605-2606-2607-2608-2609-2610-2611-2612-2613-2614-2615-2616-2617-2618-2619-2620-2621-2622-2623-2624-2625-2626-2627-2628-2629-2630-2631-2632-2633-2634-2635-2636-2637-2638-2639-2640-2641-2642-2643-2644-2645-2646-2647-2648-2649-2650-2651-2652-2653-2654-2655-2656-2657-2658-2659-2660-2661-2662-2663-2664-2665-2666-2667-2668-2669-2670-2671-2672-2673-2674-2675-2676-2677-2678-2679-2680-2681-2682-2683-2684-2685-2686-2687-2688-2689-2690-2691-2692-2693-2694-2695-2696-2697-2698-2699-2700-2701-2702-2703-2704-2705-2706-2707-2708-2709-2710-2711-2712-2713-2714-2715-2716-2717-2718-2719-2720-2721-2722-2723-2724-2725-2726-2727-2728-2729-2730-2731-2732-2733-2734-2735-2736-2737-2738-2739-2740-2741-2742-2743-2744-2745-2746-2747-2748-2749-2750-2751-2752-2753-2754-2755-2756-2757-2758-2759-2760-2761-2762-2763-2764-2765-2766-2767-2768-2769-2770-2771-2772-2773-2774-2775-2776-2777-2778-2779-2780-2781-2782-2783-2784-2785-2786-2787-2788-2789-2790-2791-2792-2793-2794-2795-2796-2797-2798-2799-2800-2801-2802-2803-2804-2805-2806-2807-2808-2809-2810-2811-2812-2813-2814-2815-2816-2817-2818-2819-2820-2821-2822-2823-2824-2825-2826-2827-2828-2829-2830-2831-2832-2833-2834-2835-2836-2837-2838-2839-2840-2841-2842-2843-2844-2845-2846-2847-2848-2849-2850-2851-2852-2853-2854-2855-2856-2857-2858-2859-2860-2861-2862-2863-2864-2865-2866-2867-2868-2869-2870-2871-2872-2873-2874-2875-2876-2877-2878-2879-2880-2881-2882-2883-2884-2885-2886-2887-2888-2889-2890-2891-2892-2893-2894-2895-2896-2897-2898-2899-2900-2901-2902-2903-2904-2905-2906-2907-2908-2909-2910-2911-2912-2913-2914-2915-2916-2917-2918-2919-2920-2921-2922-2923-2924-2925-2926-2927-2928-2929-2930-2931-2932-2933-2934-2935-2936-2937-2938-2939-2940-2941-2942-2943-2944-2945-2946-2947-2948-2949-2950-2951-2952-2953-2954-2955-2956-2957-2958-2959-2960-2961-2962-2963-2964-2965-2966-2967-2968-2969-2970-2971-2972-2973-2974-2975-2976-2977-2978-2979-2980-2981-2982-2983-2984-2985-2986-2987-2988-2989-2990-2991-2992-2993-2994-2995-2996-2997-2998-2999-3000-3001-3002-3003-3004-3005-3006-3007-3008-3009-3010-3011-3012-3013-3014-3015-3016-3017-3018-3019-3020-3021-3022-3023-3024-3025-3026-3027-3028-3029-3030-3031-3032-3033-3034-3035-3036-3037-3038-3039-3040-3041-3042-3043-3044-3045-3046-3047-3048-3049-3050-3051-3052-3053-3054-3055-3056-3057-3058-3059-3060-3061-3062-3063-3064-3065-3066-3067-3068-3069-3070-3071-3072-3073-3074-3075-3076-3077-3078-3079-3080-3081-3082-3083-3084-3085-3086-3087-3088-3089-3090-3091-3092-3093-3094-3095-3096-3097-3098-3099-3100-3101-3102-3103-3104-3105-3106-3107-3108-3109-3110-3111-3112-3113-3114-3115-3116-3117-3118-3119-3120-3121-3122-3123-3124-3125-3126-3127-3128-3129-3130-3131-3132-3133-3134-3135-3136-3137-3138-3139-3140-3141-3142-3143-3144-3145-3146-3147-3148-3149-3150-3151-3152-3153-3154-3155-3156-3157-3158-3159-3160-3161-3162-3163-3164-3165-3166-3167-3168-3169-3170-3171-3172-3173-3174-3175-3176-3177-3178-3179-3180-3181-3182-3183-3184-3185-3186-3187-3188-3189-3190-3191-3192-3193-3194-3195-3196-3197-3198-3199-3200-3201-3202-3203-3204-3205-3206-3207-3208-3209-3210-3211-3212-3213-3214-3215-3216-3217-3218-3219-3220-3221-3222-3223-3224-3225-3226-3227-3228-3229-3230-3231-3232-3233-3234-3235-3236-3237-3238-3239-3240-3241-3242-3243-3244-3245-3246-3247-3248-3249-3250-3251-3252-3253-3254-3255-3256-3257-3258-3259-3260-3261-3262-3263-3264-3265-3266-3267-3268-3269-3270-3271-3272-3273-3274-3275-3276-3277-3278-3279-3280-3281-3282-3283-3284-3285-3286-3287-3288-3289-3290-3291-3292-3293-3294-3295-3296-3297-3298-3299-3300-3301-3302-3303-3304-3305-3306-3307-3308-3309-3310-3311-3312-3313-3314-3315-3316-3317-3318-3319-3320-3321-3322-3323-3324-3325-3326-3327-3328-3329-3330-3331-3332-3333-3334-3335-3336-3337-3338-3339-3340-3341-3342-3343-3344-3345-3346-3347-3348-3349-3350-3351-3352-3353-3354-3355-3356-3357-3358-3359-3360-3361-3362-3363-3364-3365-3366-3367-3368-3369-3370-3371-3372-3373-3374-3375-3376-3377-3378-3379-3380-3381-3382-338



La 28e édition de l'événement s'est tenue à l'hôtel Chéribourg à Orford et a permis de mettre en lumière 25 initiatives environnementales ayant inspiré les membres du jury de la Fondation estrienne en environnement.

Le projet des Solutions gourmandes a été lancé en 2020, alors que la CDC constatait «certains trous de services pour les personnes en situation de vulnérabilité». «Des gens qui, soit à cause de critères ou d'admissibilité, n'avaient pas nécessairement accès à de l'aide alimentaire», remet en contexte Véronique Mercier.

«De l'autre côté, on se rendait compte que beaucoup de gaspillage alimentaire se faisait dans les épiceries, des producteurs n'arrivaient pas à tout récolter, (il y avait) même des jardins de citoyens où il y avait des résidus à la fin de l'été.»Le projet permet d'embaucher trois personnes, en plus d'accueillir des élèves en formation ou des gens en réinsertion sociale. Il fait aussi appel à plusieurs bénévoles.

«C'est un petit projet encore. On ne fait pas encore affaire avec tous les épiciers de la région, on en avait ciblé quelques-uns, mais l'objectif ultime est d'aller récupérer tout ce qui peut être récupéré sur le territoire.»Un partenariat a été établi avec la Banque alimentaire du Granit.

«C'est quelqu'un de la banque alimentaire qui passe dans les épiceries et on partage les denrées. Souvent, les fruits et les légumes viennent directement ici. Il y a une portion que l'on garde pour nos repas et une autre est redistribuée à la banque alimentaire et dans les frigos libre-service.»Certains maraîchers apportent différents surplus.

UN NOUVEAU FILON «Cette année, on a expérimenté le glanage en champ», souligne Mme Mercier.

Selon cette formule, lorsque des bénévoles sont invités à récolter dans les champs d'un producteur, par exemple, ceux-ci peuvent garder le tiers de la récolte, la même proportion est conservée par le producteur et le restant est remis à l'organisme communautaire.

«C'est la première année et je pense que c'est quelque chose qui va être à exploiter pour le futur. Je pense qu'il faut aller chercher la nourriture partout où elle est. Il ne faut pas se fier juste à une source. On l'a vu:les habitudes de consommation changent, dans les épiceries il y a moins d'arrivages. On est moins dans l'abondance que ça a déjà été... Des invendus, il y en a moins. C'est une bonne nouvelle, c'est ce qu'on veut, mais pour nous, c'est sûr que c'est difficile.»Le fait que l'épicerie Maxi soit en grève à Lac-Mégantic a aussi eu un impact sur l'arrivage des denrées.

LE NERF DE LA GUERRE Les repas sont vendus 2 \$. Le projet reçoit des subventions, mais n'a pas de financement récurrent. «Chaque année, on doit aller à gauche et à droite pour essayer de trouver du financement. C'est un peu le nerf de la guerre.»Mme Mercier souligne qu'on essaie de développer un volet en économie sociale pour s'autofinancer.

Les responsables du projet se sont inspirés de la Carotte joyeuse, un projet qui a vu le jour dans la MRC de Nicolet-Yamaska.

[Retour à la table des matières](#)



L'autonomie alimentaire est cultivée à l'école dans la MRC d'Avignon

Radio-Canada – 2022-10-23

Par : Brigitte Dubé

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1926983/securite-alimentaire-jardins-communautaires>

La région de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine est très dynamique en matière de projets visant l'autonomie alimentaire. Parmi les plus récents dans la MRC d'Avignon, les élèves de l'école des Deux-Rivières de Matapédia se familiarisent avec le jardinage et avec la conservation des légumes pour mieux s'alimenter. Du côté de Carleton-sur-Mer, un projet de forêt nourricière est en développement.

L'école des Deux-Rivières a lancé son projet de jardin au profit des élèves il y a environ un an. Ils peuvent donc apprendre plein de choses sur la culture maraîchère, mais surtout, ils ont accès à une alimentation plus saine grâce aux récoltes.

Enseignante en éducation aux adultes à Matapédia, Caroline Michaud explique que ce projet répond à un besoin. Dans notre région en général, on a certaines problématiques de pauvreté, constate-t-elle.

Certains n'ont rien pour dîner et d'autres n'ont pas déjeuné, raconte-t-elle. Parfois, quand j'en vois se faire un dîner à l'école, se cuisiner quelque chose devant moi, je suis certaine qu'ils ont mangé et qu'ils vont être aptes à travailler l'après-midi, commente-t-elle.

« Quand je vois qu'à la pause, il y a des petits creux, des fois, je vais chercher des concombres dans le jardin. Je laisse ça sur le comptoir et ça se mange. Pour moi, c'est une très grande réussite. »

— Une citation de Caroline Michaud, enseignante en éducation aux adultes à Matapédia

Les récoltes sont abondantes et rien n'est gaspillé. La cafétéria a accepté de prendre les surplus et les élèves ont accès à des ateliers pour apprendre à cuisiner et à faire des conserves.

On va donner de la formation pour qu'ils puissent tout refaire à la maison, des conserves et leur propre jardin, mentionne Caroline Michaud. Même s'ils ont seulement un appartement, ils peuvent tout de même avoir une parcelle de jardin, donc c'est vraiment [un travail] d'éducation pour qu'à long terme, ça puisse avoir des répercussions bénéfiques dans leur famille non seulement sur de leur santé mais aussi sur leurs connaissances.

Certains enseignants ont aussi incité leurs élèves à contribuer au jardin. Ceux du primaire et du secondaire ont également pu mettre les mains dans la terre.

Une accompagnatrice pour assurer la réussite du projet

La MRC d'Avignon finance les services d'une accompagnatrice en jardinage pour encadrer le projet, qui comporte une serre de 2,5 m sur 5 m et un jardin de 12 m sur 15 m.

Apprendre à faire sa propre nourriture est la clé de la résilience alimentaire, souligne Marie-Claire Larocque, accompagnatrice jardin pour le secteur ouest de la MRC d'Avignon. Ça permet de



garder plus de sous pour soi, de moins les dépenser à l'épicerie et de pouvoir manger mieux aussi, plus sainement.

Elle transmet ses connaissances entre autres en ce qui concerne la qualité de la terre, le choix des semences, les méthodes d'arrosage et la rotation des cultures.

Plus largement, son rôle consiste à offrir de l'accompagnement dans les secteurs privé, institutionnel et communautaire pour accroître la résilience alimentaire sur le territoire.

L'idée, c'est de jardiner en bio intensif, donc cultiver le plus de légumes possible sur une plus petite surface, explique-t-elle.

Un jardin créateur d'emplois

Afin que le projet soit maintenu à longueur d'année, une entente a été conclue entre la MRC et Service Québec pour de l'embauche en réinsertion socioprofessionnelle afin d'entretenir les cultures.

Mon but au départ, c'était de donner un emploi à un de mes élèves durant l'été pour amener l'élève à se responsabiliser, à démontrer ses capacités dans un milieu de travail, indique Caroline Michaud.

Guidé par Marie-Claire Larocque, Nickalus Cloutier-Gamarra a donc veillé au jardin tout l'été.

« Ça m'aide pour mieux nourrir ma famille. Avoir ça ici, gratuit je dirais, c'est un bon avantage pour tout le monde. »

— Une citation de Nickalus Cloutier-Gamarra, employé au jardin

Dans la Baie-des-Chaleurs, on compte faire pousser plus de 300 espèces de plantes sur un terrain près de l'école Antoine-Bernard, à Carleton-sur-Mer.

À plus long terme, à partir des végétaux qu'on y fera pousser, il sera possible de diviser les plantes. Les gens vont pouvoir repartir à la maison avec des plants de fraises, de framboises, de gadelles, peu importe, et les transplanter dans leur cour, explique Véronique Leblanc, gestionnaire du projet de forêt nourricière de Carleton-sur-Mer. Ça va leur permettre de développer leur autonomie alimentaire.

Véronique Leblanc mentionne que le projet est né d'une idée du conseil municipal de Carleton-sur-Mer qui souhaitait occuper un espace vide. Un partenariat a été établi avec le Centre de services scolaire René-Lévesque et l'école Antoine-Bernard. La Municipalité a injecté 200 000 \$ dans le projet.

Un comité a été formé au printemps avec des jeunes de la polyvalente.

On a commencé à regarder avec eux comment on pourrait aménager le terrain, savoir c'était quoi, leurs besoins, raconte Mme Leblanc. C'est quoi, leur vision de l'aménagement ici? Comment ils se projettent ici quand ils vont venir?

« Une fois que ça va être implanté, ils vont venir manger, jouer, discuter, peu importe... On voulait leur inspirer une fierté dans le legs qu'ils vont laisser de leur passage. »



— Une citation de Véronique Leblanc, gestionnaire du projet de forêt nourricière de Carleton-sur-Mer

Mme Leblanc fait aussi valoir le côté pédagogique du projet, qui permettra aux jeunes d'acquérir des compétences en culture.

Des activités de plantation ont eu lieu au cours des derniers jours non seulement avec des élèves mais aussi avec des personnes handicapées.

La population en général est elle aussi invitée à participer en divisant des vivaces comestibles.

« L'implication de la population dans le projet est super importante aussi pour que les gens s'approprient le terrain comme les jeunes. C'est de faire germer tranquillement tout l'aspect de l'autonomie et de la résilience alimentaires dans l'esprit des gens. »

— Une citation de Véronique Leblanc

Le projet va progresser tout l'hiver au moyen de rencontres prévues avec les jeunes.

Certains professeurs intègrent également ce flot de connaissances dans leur enseignement.

La concertation, une force pour la région

Plus d'une cinquantaine de personnes se sont réunies à Gaspé cette semaine pour assister à un colloque sur l'autonomie et la sécurité alimentaires. Leur intention? Améliorer la communication entre ceux qui gèrent la centaine de projets en cours dans la région.

Organisée par la Table de concertation en sécurité alimentaire Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, cette rencontre visait à répondre à plusieurs questions sur la possibilité et sur les façons d'atteindre une plus grande autonomie et une plus grande sécurité alimentaires dans la région.

Alexia Sicard, chargée des communications pour le colloque en sécurité et en autonomie alimentaires, rappelle que le problème de l'insécurité alimentaire est multifactoriel.

« Les problèmes d'insécurité alimentaire sont directement reliés à des facteurs de santé publique. Et ça a des impacts sur notre santé globale. Ça peut avoir des impacts sur notre qualité de travail, sur notre productivité. »

— Une citation de Alexia Sicard, chargée des communications pour le colloque en sécurité et en autonomie alimentaires

L'accès au logement fait partie de ça, ajoute-t-elle. Les changements climatiques font aussi partie de la question, donc il y a beaucoup d'angles d'attaque pour ce qui est de la sécurité alimentaire. On peut aussi voir la sécurité alimentaire comme un sujet qui est dans plusieurs sphères de préoccupation, que ce soit dans les organismes communautaires, à la santé publique ou dans d'autres organismes, comme "Nourrir notre monde", qui agissent concrètement sur le territoire.

Beaucoup de prises de conscience et de questionnements sont ressortis du colloque.

« La première prise de conscience qui a émergé du colloque, c'est la force du réseau, puis la force de la concertation. »

— Une citation de Alexia Sicard



Selon Alexia Sicard, des participants qui venaient de l'extérieur de la Gaspésie ont remarqué une spécificité gaspésienne et madelinienne, soit une force de concertation et une capacité à communiquer entre les différentes instances actives sur le terrain.

D'après le reportage de Louis Pelchat-Labelle

[Retour à la table des matières](#)



Dîner pour mieux apprendre doit répondre à une demande en forte croissance

La Presse Canadienne – 2022-10-26

Par : Serge Cazalais

Dîner pour mieux apprendre (anciennement connu sous le nom de la table de Bethléem/oeuvre d'Edna Charette) a une nouvelle image. L'organisme a lancé le 20 octobre sa campagne de financement avec un objectif de 100 000\$, somme qui sera investie entièrement dans la préparation des repas afin de subvenir à une demande en forte croissance. On en profite pour faire appel aux idées de la population et pour inviter d'éventuels bénévoles à se manifester.

« C'est un projet en sécurité alimentaire », soutient Anne Mercier, directrice générale de la Banque alimentaire de la Lièvre (anciennement connue sous le nom de la Mie de l'entraide).

Dîner pour mieux apprendre a pour mission de procurer des repas aux enfants dans le besoin qui fréquentent les écoles du secteur. La demande est en forte croissance et c'est le moment de passer à l'action.

L'organisme a ainsi présenté le 20 octobre dans les locaux qu'elle occupe au sous-sol de la paroisse Saint-Grégoire de Naziance dans le secteur Buckingham son nouveau logo coloré qui expose une image visuelle qui se veut accueillante.

L'occasion fut aussi celle du lancement d'une grande campagne de financement ayant comme objectif de ramasser 100 000\$. Une somme sera entièrement investie dans la préparation des repas. Aucun sou de cette campagne ne servira pour l'administration, précise Mme Mercier.

De nombreux enfants au sein de la communauté se rendent à l'école sans boîte à lunch. Ça, c'est un constat. « Apprendre le ventre vide, c'est bien difficile », affirme Mme Mercier. Alors que les demandes oscillaient autour de 8 dépannages pour enfants il y a deux ans, l'année dernière, c'est 88 enfants qui ont bénéficié des services de repas, pour un total de 10 613 repas offerts.

Cette année, l'organisme compte déjà 80 petits bedons à nourrir, alors que l'année scolaire commence et que les demandes continuent à s'ajouter. On prévoit qu'il y aura une centaine d'enfants bénéficiaires d'ici peu.

Des petits dons, ça n'existe pas aux yeux de Mme Mercier qui donne des chiffres : 5\$ c'est un repas pour un enfant, 25\$ c'est pour une semaine, 100\$ pour un mois, 300\$ pour un trimestre et avec 900\$ un enfant est soutenu pour l'année scolaire.

Activité de financement

Une première activité de financement se tiendra le samedi 29 octobre de 8h à 14h. À cette occasion, on recueillera des dons en argent, des dons en carte cadeau d'un marché d'alimentation du secteur ou des denrées non périssables. On souligne que les bénévoles seront alors équipés de terminaux pour accepter les dons par cartes de débit et de crédit. Des bénévoles seront présents à deux emplacements, en l'occurrence le stationnement du Canadian Tire à Buckingham, ainsi que dans les locaux du sous-sol de la paroisse St-Grégoire-de-Naziance.



La deuxième activité de financement se tiendra durant la période des Fêtes. Les caisses du Canadian Tire à Buckingham recueilleront alors des dons. Jean Leblond, propriétaire du magasin, égalisera les montants amassés jusqu'à concurrence de 5000\$.

D'autres partenaires vont aussi s'ajouter. Ils seront identifiés bientôt.

« Aussi, on a toujours besoin de bénévoles », conclut Mme Mercier qui fait appel à l'ingéniosité de la population pour d'autres idées d'activités de financement.

[Retour à la table des matières](#)



La Balade alimentaire est lancée dans les Hautes-Laurentides

L'info de la Lièvre – 2022-10-27

Par : Maxim Ouellette-Legault

<https://infodelalievre.ca/en-vedette/2022/10/27/la-balade-alimentaire-est-lancee-dans-les-hautes-laurentides/>

À l'occasion de l'AGA de la Table de concertation en sécurité alimentaire de la MRC d'Antoine-Labelle, la première phase du projet de la Balade alimentaire a été révélée.

Alors que Mont-Laurier, Rivière-Rouge et Ferme-Neuve sont déjà desservis par des services en aide alimentaire, ce n'était pas le cas de plusieurs municipalités des Hautes-Laurentides.

La Balade alimentaire, c'est un nouveau service de boîtes de repas qui sont livrées à des points de services dans des municipalités de la MRC d'Antoine-Labelle. Le projet de la Balade alimentaire a débuté depuis la fin du mois de septembre, mais c'est le 26 octobre que le lancement du projet fut officialisé. Pour l'heure, la Balade livre dans les municipalités de la MRC d'Antoine-Labelle situées dans la portion sud de la vallée de la rivière du Lièvre.

Il faut aussi noter que des points de chute sont déjà existants dans la vallée de la Rouge, soit à Nomingue, Lac Saguay et Rivière-Rouge (secteurs l'Annonciation et Sainte-Véronique). Des points de chute pour les municipalités de La Macaza et de L'Ascension seront disponibles éventuellement.

Plusieurs membres de la Table de concertation en sécurité alimentaire de la MRC d'Antoine-Labelle se sont réunis autour de ce projet. Trois services distincts sont présentement visés par l'initiative, soit l'aide alimentaire de la Manne du Jour et du Centre communautaire de Ferme-Neuve, les paniers de légumes économiques de Cultiver pour nourrir, ainsi que les repas préparés pour les aînés du Centre d'action bénévole Léonie-Bélanger. Le projet de la Balade alimentaire s'inspire des paniers économiques de Cultiver pour nourrir.

Cette initiative s'explique par un besoin criant dans la communauté quant à l'aide alimentaire. En effet, ce n'est pas à la portée de tous de manger à sa faim dans notre région. Ce service tente aussi de répondre aux problématiques de l'heure, comme la hausse des prix en alimentation. L'enjeu du transport est aussi à prendre en compte, notamment la hausse du prix de l'essence.

L'intégration des différents services et leur distribution sur tout le territoire se feront graduellement d'ici l'été 2023. La coordonnatrice de la Table de concertation en sécurité alimentaire de la MRC d'Antoine-Labelle, Marie-France Lavoie, souligne qu'elle a l'intention d'augmenter progressivement le nombre de municipalités desservies au fur et à mesure que le projet va se consolider.

Il est à noter que la livraison pour les paniers de légumes éconos de Cultiver pour nourrir se fera avec la Balade dès la saison 2023. Pour ce qui est des repas pour les aînés du Centre d'action bénévole Léonie-Bélanger, la date exécutoire sera disponible prochainement.

Comment bénéficier de ce service?



Les personnes qui veulent bénéficier du service doivent contacter la Manne du Jour au 819-623-6604 poste 222, chaque semaine avant 16 h les mercredis, pour commander une boîte de repas. L'intéressé devra répondre à quelques questions d'éligibilité. Ce service s'adresse notamment aux personnes en situation de vulnérabilité financière, incluant les travailleurs qui ont un revenu précaire, qui hypothèque la qualité et la quantité de nourriture achetée afin de subvenir à leurs besoins de base.

Points de dépôt dans le sud de la Lièvre

Les boîtes seront livrées les vendredis de chaque semaine aux points de dépôt suivants dans le sud de la vallée de la rivière du Lièvre :

À Kiamika, à la salle communautaire, en face de l'hôtel de Ville. Le point de chute se trouve dans le stationnement;

À Lac-du-Cerf, chez les Promoteurs de bonne heure. Il s'agit de l'ancienne épicerie du village;

À Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles, derrière l'église;

À Notre-Dame-de-Pontmain, près de la salle Arc-en-ciel, dans le stationnement de l'église;

Dans le secteur de Val-Barrette, à la salle de l'âge d'or, située à côté de l'église (à noter que le point de chute du secteur de Lac-des-Écorces n'est pas encore disponible);

À Notre-Dame-du-Laus (la distribution est effectuée par le service aux familles de Notre-Dame-du-Laus. Il faut tout de même s'inscrire en contactant la Manne du Jour).

Points de dépôt dans la vallée de la Rouge

Dans la Vallée de la Rouge, la livraison s'effectue le jeudi aux endroits suivants :

À Lac-Saguay, dans le stationnement du garage devant l'ancien Marché Rouleau;

À Nominique, dans le stationnement de l'hôtel de ville;

À Rivière-Rouge, derrière la Caisse Desjardins;

Dans le secteur Sainte-Véronique, dans le stationnement de Postes Canada.

[Retour à la table des matières](#)



Champs d'action à l'international



Les inondations plongent le Nigeria dans la crise

Ouest-France – 2022-10-20

Par : Raphaël Laurent

<https://www.ouest-france.fr/monde/nigeria/les-inondations-plongent-le-nigeria-dans-la-crise-958752f0-4ed0-11ed-b832-30b1043f3243>

Des inondations meurtrières touchent, depuis le mois de juin, plusieurs pays d'Afrique subsaharienne. Notamment au Nigeria, où la situation humanitaire inquiète.

Au Nigeria, les chiffres officiels sont apocalyptiques : 603 morts, 2 407 blessés, plus de 2,5 millions de personnes touchées, dont 1,3 million de déplacés, près de 200 000 maisons détruites et 140 000 hectares de terres agricoles inondées. Le pays le plus peuplé d'Afrique (215 millions d'habitants) fait face, depuis le mois de juin, aux inondations les plus meurtrières de ces vingt dernières années.

Ces déluges font craindre une aggravation de l'insécurité alimentaire qui touche le pays. Les producteurs de riz ont déjà prévenu que les inondations de cette année pourraient faire grimper les prix, alors que son importation est interdite pour stimuler la production locale. Selon un rapport de l'Onu, le Nigeria fait déjà partie des six pays du monde confrontés à un risque élevé de niveaux catastrophiques de famine. S'ajoutent les difficultés d'approvisionnement : les deux routes qui connectent l'État de Bayelsa au reste du pays sont submergées ; rendant impossible l'entrée de produits de première nécessité.

Déjà affaibli par les répercussions de la guerre entre la Russie et l'Ukraine, le Nigeria est menacé dans d'autres secteurs économiques. La principale compagnie gazière du pays, premier exportateur de gaz naturel liquéfié (GNL) d'Afrique et sixième à l'échelle mondiale, a annoncé, lundi, avoir arrêté la production dans un terminal, à cause des inondations. Une annonce qui survient à l'heure où les pays européens, très dépendants du pétrole et du gaz russes avant la guerre en Ukraine, cherchent à diversifier leur approvisionnement en énergie, notamment auprès du Nigeria.

Un barrage attendu depuis 40 ans

Côté politique, alors que cette catastrophe intervient dans un contexte de campagne électorale présidentielle (février 2023), les autorités sont mises en cause pour leur manque de préparation. Outre la pluie, les inondations sont aussi provoquées par la libération d'eau de plusieurs barrages, dont celui de Lagdo, au Cameroun. À la mi-septembre, les autorités camerounaises avaient commencé à libérer l'excès d'eau du réservoir, ce qui a entraîné son écoulement vers le Nigeria via la rivière Bénoué. Un barrage tampon en aval avait été prévu par le Nigeria en 1982, mais celui-ci n'est toujours pas achevé.

La situation ne devrait pas s'arranger. Des précipitations importantes sont à nouveau attendues dans les prochaines semaines, faisant craindre davantage de dégâts.

[Retour à la table des matières](#)



En Haïti, le retour du choléra est une « catastrophe »

Radio-Canada – 2022-10-24

Par : Agence France-Presse

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1927091/haiti-cholera-organisations-humanitaires-inquietes>

Alors qu'Haïti ne comptait plus aucun cas de choléra depuis 2019, quelque 960 cas suspects et 33 décès avaient été détectés en trois semaines par le ministère de la Santé au 19 octobre.

Un nombre qui pourrait être largement sous-estimé, selon Bruno Maes, représentant en Haïti de l'UNICEF.

La situation est d'autant plus frustrante que la prise en charge des malades, atteints de graves diarrhées, est simple (réhydratation durant quelques jours maximum), et qu'il existe un vaccin contre le choléra. Mais il ne reste efficace qu'environ cinq ans, et la dernière grande campagne de vaccination ciblée en Haïti remonte à 2017.

Environ la moitié des cas détectés concernent des enfants de moins de 14 ans, dont beaucoup sont particulièrement fragiles à cause d'un système immunitaire affaibli par le manque de nourriture dû à la pauvreté

« Beaucoup d'entre eux sont très mal nourris, confirme le Dr Pape. C'est difficile de trouver leurs veines pour leur administrer des soins [des solutés injectés par intraveineuse]. »

— Une citation de Dr Jean William Pape de l'ONG haïtienne Gheskio

Selon l'ONU, environ 4,7 millions de personnes, soit près de la moitié de la population du pays, sont à un niveau d'insécurité alimentaire aiguë.

Médecins sans frontières (MSF) gère de son côté quatre centres (250 lits au total) et une vingtaine de points de réhydratation orale, a expliqué à l'AFP Moha Zemrag, chef de mission adjoint.

L'une des priorités est, selon lui, de pouvoir permettre un accès à l'eau potable dans certains quartiers contrôlés par des gangs, comme Brooklyn, dans la commune de Cité Soleil (agglomération de Port-au-Prince), sans eau potable depuis trois mois.

Le choléra est causé par l'ingestion d'eau ou d'aliments contaminés par une bactérie (*vibrio cholerae*).

À cause de l'insécurité et de kidnappings très fréquents, les ONG ne peuvent par ailleurs pas se rendre dans ces quartiers pour désinfecter les logements à l'aide de chlore.

MSF a mis en place un système de navettes pour acheminer son personnel aux centres de soins, mais dans quelques semaines le manque de carburant pourrait rendre ces trajets impossibles, explique Moha Zemrag.

L'inquiétude grandit également pour la population rurale, qui sans carburant se retrouve souvent à plusieurs jours de marche de toute aide. De premiers cas ont été détectés dans la région des Nippes (sud) ou de l'Artibonite (nord).



Les routes menant au sud et au nord d'Haïti sont bloquées par des groupes armés, explique Bruno Maes : Port-au-Prince est littéralement encerclée, étranglée. Des bureaux de l'UNICEF ont été pillés, et des livraisons de médicaments sont bloquées au port.

Le retour du choléra ravive le souvenir cauchemardesque de l'épidémie introduite par des Casques bleus en 2010, après un tremblement de terre. Elle avait fait plus de 10 000 morts jusqu'en 2019.

Mais le pays ne connaît pas la même explosion du nombre de cas cette fois-ci, estime Sylvain Aldighieri, directeur adjoint des urgences en santé publique de l'Organisation panaméricaine de la santé.

Les autorités ont une expérience de 10 ans sur le choléra, et l'important est de réactiver les mécanismes connus.

Encore faut-il pouvoir le faire.

L'ONU a imposé vendredi des sanctions contre les gangs (embargo sur les armes...), mais reste jusqu'ici divisée sur l'envoi d'une force internationale.

Une mesure qui permettrait, selon M. Aldighieri, la création de corridors humanitaires pour les zones compliquées, et que les équipements puissent sortir du port. Pour le moment, dit-il, des premiers avions transportant du matériel sont attendus dans les prochains jours.

[Retour à la table des matières](#)



Droits des femmes : en Afrique, des luttes d'un nouveau genre

Le Monde – 2022-10-28

Par : Coumba Kane

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/10/28/droits-des-femmes-en-afrique-des-luttes-d-un-nouveau-genre_6147766_3212.html

« En Afrique, les femmes face aux violences » (1/4). Alors que les Africaines demeurent soumises à de nombreux abus, des acteurs communautaires, des femmes influentes et de jeunes militantes montent au front.

Pour ne rien manquer de l'actualité africaine, inscrivez-vous à la newsletter du « Monde Afrique » depuis ce lien. Chaque samedi à 6 heures, retrouvez une semaine d'actualité et de débats traitée par la rédaction du « Monde Afrique ».

Etre une femme en Afrique, c'est, plus qu'ailleurs, subir une existence jalonnée de violences. « L'Afrique est la région du monde où les femmes ont le plus de risques d'être tuées par un partenaire intime ou un membre de la famille », révèle une étude de l'ONU Femmes publiée en 2019. Parmi les pays les plus dangereux pour elles figure l'Afrique du Sud : chaque heure, en moyenne, trois femmes y meurent sous les coups de leur conjoint.

Les féminicides, fléau mondial, fauchent en premier lieu les femmes de la famille, les travailleuses du sexe mais aussi des femmes âgées recluses ou des fillettes orphelines accusées de sorcellerie dans des pays ravagés par la guerre, comme en République démocratique du Congo (RDC). Un acte d'anéantissement qui s'inscrit souvent dans un continuum de brutalités physiques, sexuelles, psychologiques et économiques.

Qualifiées par l'ONU de « violation des droits humains la plus répandue mais la moins visible au monde », les violences basées sur le genre affectent massivement les Africaines. En 2018, une enquête de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) révélait que 65 % des femmes en Afrique centrale et 40 % en Afrique de l'Ouest ont subi des violences. Des chiffres en deçà de la réalité, précisent les associations de défense des droits des femmes. En effet, la peur de la stigmatisation décourage trop souvent les victimes de dénoncer leur agresseur. Au Niger, 99 % des victimes de viols ne saisissent pas la justice, selon une étude de la fondation allemande Friedrich-Ebert. Et quand elles le font, les condamnations ne sont pas à la hauteur de la gravité des faits.

Mariages forcés, violences conjugales...

Pourtant, la lutte contre les violences basées sur le genre s'est peu à peu inscrite dans les agendas politiques des Etats africains ces dernières années. Numéros verts, ministère de la femme, programmes d'autonomisation financière... Autant de gages donnés par les pays africains aux bailleurs de fonds internationaux comme preuves de leur engagement envers les droits des femmes.

Reste que ces politiques du genre peinent à produire des résultats efficaces. « Toutes ces campagnes [sur le genre] ne remettent pas en cause les dynamiques de pouvoir qui sous-tendent les relations hommes-femmes », déclarait en janvier au Monde la sociologue Fatou Sow. L'universitaire pointait l'effet pervers des petits prêts financiers accordés aux femmes par les Etats et les ONG pour réduire les inégalités de genre :



« Plutôt que d'octroyer des microcrédits aux femmes, il faudrait leur permettre d'accéder à tous les secteurs d'activité, y compris ceux préemptés par les hommes, en les formant, en les équipant et en les finançant correctement. Au risque sinon de contribuer à entretenir leur relégation sociale. »

La domination masculine se mesure également à l'aune de l'indice d'inégalité de genre (IIG) établi par l'ONU et qui place nombre d'Etats subsahariens en queue de peloton. Sur 162 pays, le Sénégal se classe au 130e rang, le Burkina Faso au 147e, le Mali au 158e. Ces données qui datent de 2019 n'intègrent pas les reculs enregistrés suite à la crise sanitaire liée au Covid-19.

L'Afrique subsaharienne affiche le taux de mortalité de femmes en couches le plus élevé au monde

Derrière ces chiffres se cachent des violences protéiformes qui parfois se cumulent, surtout pour les femmes les plus démunies. Il s'agit des mariages précoces ou forcés, des violences conjugales et sexuelles, de la confiscation des ressources économiques. Mais le pic du danger est atteint au moment de donner la vie. Car même si des progrès notables en matière de santé maternelle ont été réalisés ces dernières années, l'Afrique subsaharienne affiche toujours le taux de mortalité de femmes en couches le plus élevé au monde, notamment chez les adolescentes.

En Guinée, 97 % des femmes sont excisées

A ce sinistre tableau s'ajoute la persistance des mutilations génitales féminines, pratiquées dans des proportions effroyables. En Guinée, 97 % des filles et femmes ont été excisées, et près de 90 % dans les régions du centre-est du Burkina Faso. Au Sénégal, un quart des plus de 15 ans ont été excisées. Au Mali, l'un des trois pays africains à n'avoir pas criminalisé l'excision (avec la Sierra Leone et le Liberia), la proportion monte à 73 % chez les filles âgées de moins de 14 ans et à 89 % chez les 15-49 ans.

Pourtant, la pratique est interdite dans une cinquantaine de pays. Mais les Etats africains signataires de traités internationaux garantissant la lutte contre ces violences peinent à faire appliquer leurs engagements, et ce malgré l'adoption de lois plus sévères ces dernières années. Les autorités politiques sont en réalité entravées par le droit coutumier, souvent prééminent sur le droit moderne, notamment en zone rurale. Une supériorité qui favorise une culture de l'impunité, comme en Guinée, où les arrangements à l'amiable entravent la judiciarisation des affaires de violences sexuelles.

C'est face à ce constat d'inefficacité des institutions qu'ont émergé de nouveaux acteurs engagés pour changer les mentalités et protéger la vie des femmes. Là où les campagnes publiques de sensibilisation échouent à convaincre des époux ou des hommes de bannir la violence contre elles, chefs religieux, autorités traditionnelles et femmes influentes apparaissent comme des intermédiaires plus légitimes que les ONG, celles-ci étant souvent perçues comme éloignées des réalités des populations.

Ce sont ainsi les « fionson », au Togo, qui parlent à l'oreille de leurs chefs de mari pour qu'ils sermonnent un époux maltraitant. Au Tchad, où 60 % des filles sont mariées avant 18 ans, les « super banat » (« filles », en arabe), de jeunes militantes féministes, jouent les médiatrices auprès des familles.



Au Sénégal, des imams s'impliquent

Au Sénégal, pays où les féminicides défraient régulièrement la chronique, quelques imams s'impliquent également. Lors du prêche du vendredi, ils enjoignent les maris à ne pas violenter leurs épouses. Aussi, depuis 1995, le Réseau Islam et Population réunit des savants musulmans. Ils parcourent le pays armés d'argumentaires religieux pour convaincre par exemple les maris de l'importance d'espacer les grossesses pour protéger la vie des mères et du caractère licite de la contraception.

Un travail qui rencontre néanmoins de fortes résistances dans un pays en proie à une poussée ultraconservatrice ces dernières années. « La plupart des religieux compliquent notre action de sensibilisation contre le mariage des enfants ou l'excision. Ils nous accusent d'être des toubabs et de vouloir détruire nos traditions. Or ce sont eux que les populations écoutent », déplore Fatimata Sy, présidente de l'Association sénégalaise pour l'avenir de la femme et de l'enfant, qui intervient dans le nord du Sénégal.

« Nos grand-mères nous rétorquent qu'elles ont été excisées et que c'est une bonne pratique », regrette Fatimata Sy

L'instrumentalisation politique du concept de « genre » entrave également l'action des médiateurs. « Nous n'employons plus ce mot dans nos campagnes et ateliers, car les religieux l'associent à la promotion de l'homosexualité. Nous parlons de "lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles", sinon les gens ne nous écoutent pas ou peuvent être agressifs », explique Fatimata Sy. Preuve de cette pression, le ministère sénégalais de la femme a été rebaptisé en septembre lors de la nomination du nouveau gouvernement. Disparue la mention de « genre » dans son intitulé, le ministère est désormais chargé « de la femme, de la famille et de la protection de l'enfance ».

Par ailleurs, ces intermédiaires rencontrent une autre limite majeure : celle de certaines aînées, dont le soutien est souvent indispensable pour faire cesser certaines pratiques. Sur l'excision par exemple, comme le constate Fatimata Sy :

« Nos grand-mères continuent de nous rétorquer qu'elles ont été excisées et que c'est une bonne pratique. Ces convictions sont un frein à la lutte, car ce sont elles, souvent, qui font mutiler leurs filles et petites-filles. »

Intériorisation des stéréotypes sexistes

Il leur faut aussi lutter contre l'intériorisation des stéréotypes sexistes par les femmes elles-mêmes. Ainsi au Niger, 60 % des femmes interrogées dans une étude du ministère de la population affirment qu'« un homme a le droit de battre son épouse quand elle refuse d'avoir des rapports sexuels avec lui ou qu'elle polémique avec lui ». Selon la même étude, « plus de trois femmes sur dix (35 %) justifient ce comportement quand la femme brûle la nourriture ».

A l'heure où les voix des féministes du continent rencontrent de plus en plus d'écho, le soutien aux intermédiaires communautaires et à la scolarisation de masse des filles apparaît cruciale pour endiguer l'épidémie silencieuse des violences basées sur le genre. « La vie des Africaines compte si peu. Cela doit cesser », somme Fatimata Sy.

[Retour à la table des matières](#)



L'alimentation, aussi, sous la menace des désastres climatiques

France 24 – 2022-10-28

Par : Agence France-Presse

<https://www.france24.com/fr/info-en-continu/20221028-l-alimentation-aussi-sous-la-menace-des-désastres-climatiques>

Les crises liées à la guerre, aux catastrophes météo ou à la pandémie ont ébranlé les systèmes alimentaires mondiaux et fait basculer des millions de personnes dans la faim et la pauvreté.

Le sujet sera sur la table de la prochaine conférence de l'ONU sur le climat, la COP27, début novembre à Charm el-Cheikh en Égypte. Inondations, sécheresses et vagues de chaleur frappent en effet les récoltes de l'Europe à l'Asie, menacent de famine la Corne de l'Afrique. Et les experts préviennent que cela pourrait n'être qu'un début.

"Si nous n'agissons pas maintenant, ce n'est qu'un échantillon de ce qui pourrait arriver", avertit Mamadou Goita, expert du groupe IPES-Food, qui travaille avec des organisations paysannes en Afrique et dans le monde.

La production alimentaire est à la fois une source importante d'émissions, contribuant au réchauffement de la planète, et elle est aussi très exposée aux effets du changement climatique: à long terme (baisse des rendements, réchauffement des océans, décalages saisonniers pollinisateurs/plantes ou excès de chaleur pour les travailleurs agricoles), mais aussi à court terme.

Les inondations peuvent provoquer une "dévastation soudaine des moyens de subsistance et des infrastructures", souligne Rachel Bezner Kerr, professeure à l'université américaine Cornell et auteure principale du rapport du Giec (experts climat de l'ONU) sur les impacts climatiques.

Crise du kimchi

L'an 2022 en offre de dramatiques illustrations.

Des canicules ont affecté les cultures dans toute l'Asie du Sud, la sécheresse a ravagé les cultures en Europe, la chaleur a dévasté celles du chou en Corée du Sud, déclenchant une "crise du kimchi". Des inondations ont submergé les rizières au Nigeria et en Chine, la sécheresse a frappé le bassin du fleuve Yangtze, qui abrite un tiers des cultures nationales. Les autorités ont envoyé des drones pour "ensemencer" les nuages et tenter d'attirer la pluie.

Les plus vulnérables sont les plus durement touchés.

Quelque 22 millions de personnes sont menacées par la famine au Kenya, en Somalie et en Éthiopie, selon le Programme alimentaire mondial de l'ONU, après quatre saisons des pluies... sans pluie.

"C'est comme si notre rapport se réalisait en temps réel", commente Mme Bezner Kerr.

Au Pakistan, des inondations dramatiques liées à une mousson hors norme ont englouti de vastes étendues de terres agricoles, ravageant les cultures de base comme le riz, les tomates et l'oignon.



Dans le district de Mirpur Khas, dans la province agricole du Sindh, l'eau a submergé la récolte de coton d'Akbar Rajar. "Nous sommes en danger persistant", se lamente cet agriculteur, lourdement endetté, qui s'apprête à semer du blé dans un sol détrempé.

Jusqu'à neuf millions de personnes pourraient être entraînées dans la pauvreté par la catastrophe, selon la Banque mondiale.

"Frénésie" spéculative

Les crises peuvent entraîner des restrictions à l'export, comme celles imposées cette année par l'Inde lorsque sa récolte de blé a souffert de la canicule. La spéculation et la crise énergétique provoquée par la guerre en Ukraine n'ont rien arrangé, faisant augmenter les prix des engrais par exemple.

L'une des solutions est l'argent, en particulier pour les petits agriculteurs des "lignes de front" du changement climatique et de l'insécurité alimentaire, selon Claire McConnell, du groupe de réflexion E3G. Seulement 2% des financements climatiques leur parviennent, selon l'experte.

Autre dossier majeur, la réduction des émissions. Car la production alimentaire deviendra "impossible" dans certaines régions si le réchauffement poursuit sa trajectoire actuelle, selon le Giec.

Réorienter des milliards de dollars de subventions agricoles qui nuisent à l'environnement et au climat serait un vrai levier, selon Mme Bezner Kerr.

Les habitants des pays riches pourraient réduire leur consommation de viande et ainsi l'utilisation de céréales pour nourrir le bétail, qui contribuent souvent à la déforestation. Et les nations du monde entier pourraient varier leur alimentation au-delà des habituels riz, maïs, blé ou pommes de terre.

Ce qui pourrait faire sens en Egypte, hôte de la COP27, où la majorité du blé, importé, est subventionnée par l'Etat. Ce qui permet de garder le pain bon marché.

Mais ces solutions ont leurs limites.

"Comment produire une variété qui, même après avoir été sous l'eau quelques jours, est toujours résistante?" interroge Nabeel Munir, le diplomate pakistanais qui préside le principal bloc de négociation des pays en développement aux négociations climat.

[Retour à la table des matières](#)



Malades et encerclés

La Presse – 2022-10-28

Par : Etienne Côté-Paluck

<https://www.lapresse.ca/international/caraibes/2022-10-28/la-presse-en-haiti/malades-et-encercles.php#>

(Port-au-Prince et Cité-Soleil) Près d'une cinquantaine de morts (suspectes ou confirmées) et plus de 2000 infections ont été recensées depuis le début de la nouvelle vague de choléra qui frappe Haïti, au moment même où les activités économiques et sociales sont presque à l'arrêt, conséquence d'une grave pénurie d'essence et de conflits entre groupes armés. Notre collaborateur s'est rendu à Cité Soleil, le plus important foyer de choléra en Haïti.

Un pays à l'arrêt

Assise sur son lit, un soluté dans le bras, Gracieuse Présumé a fui son quartier enclavé pour trouver de l'aide. « J'ai eu la diarrhée et des vomissements toute la nuit dernière, je n'ai pas dormi du tout », raconte la femme de 52 ans.

PHOTO ETIENNE CÔTÉ-PALUCK, COLLABORATION SPÉCIALE
Gracieuse Présumé

Le quartier Brooklyn, à Cité Soleil, d'où elle vient, est le plus important foyer de choléra en Haïti depuis le retour de la maladie cet automne. L'endroit est très difficile d'accès, barricadé depuis 2019 par le « G9 », un regroupement d'hommes armés qui tente d'en déloger des rivaux.

La Presse a rencontré Mme Présumé sous une tente médicale qui abrite une vingtaine de lits et autant de seaux. Au total, près de 150 lits sont disponibles sur le terrain de l'hôpital de Médecins sans frontières (MSF) à Cité Soleil. On y admet entre 50 et 100 patients par jour, explique une employée. Il s'agirait jusqu'à présent du plus grand centre du genre dans la région de Port-au-Prince.

PHOTO ETIENNE CÔTÉ-PALUCK, COLLABORATION SPÉCIALE
Près de 150 lits sont disponibles sur le terrain de l'hôpital de Médecins sans frontières (MSF) à Cité Soleil

« Si j'avais été négligente, j'aurais pu ne pas être là pour vous parler en ce moment, ajoute Mme Présumé. Si je ne m'étais pas pressée pour venir ici... »
Des vies en suspens depuis six semaines

À Cité Soleil, le groupe armé « G9 » verrouille depuis la mi-septembre le seul accès terrestre au terminal pétrolier de Varreux, qui fournit en temps normal 70 % du carburant du pays. En conséquence, la vie dans la capitale d'Haïti et dans une grande partie du pays est presque à l'arrêt depuis six semaines. La rentrée scolaire est toujours suspendue, les banques ouvrent à des horaires réduits.



Beaucoup de produits importés sont bloqués dans le port de Port-au-Prince, situé près d'une zone de conflits armés. Le litre d'essence ordinaire s'y vend près de 9 \$ CAN cette semaine sur le marché noir.

« On ne fait plus que les déplacements essentiels, sinon on reste à la maison », raconte un chauffeur de mototaxi rencontré par La Presse près du centre de la capitale. « Le coût des transports publics et des taxis a plus que triplé sur la majorité des trajets depuis l'été », ajoute-t-il.

De nombreux hôpitaux du pays, qui dépendent grandement de génératrices, ont aussi coup sur coup lancé des cris d'alarme en raison de l'aggravation de la pénurie. Certains ont été alimentés par du carburant en provenance de République dominicaine la semaine dernière, mais un problème persiste quant à l'approvisionnement en oxygène.

PHOTO RICARDO ARDUENGO, ARCHIVES REUTERS

Un membre du personnel hospitalier désinfecte le trottoir de l'unité de traitement du choléra de l'hôpital de Médecins sans frontières à Cité Soleil, dans le nord de Port-au-Prince.

Comme les hôpitaux, la plupart des grandes entreprises et institutions de Port-au-Prince fonctionnent à l'aide de génératrices. C'est aussi le cas d'une partie importante du système d'alimentation en eau courante de la capitale. Les usines d'épuration d'eau ont dû fermer pendant plusieurs semaines. Certaines manufactures textiles, qui emploient des dizaines de milliers de personnes dans le pays, ont déjà mis la clé sous la porte.

« Notre bureau est ouvert seulement trois jours par semaine », explique Louis-Henri Mars, directeur général de l'organisme haïtien Lakou Lapè. Il envisage l'installation de panneaux solaires chez ses employés, pour fonctionner à distance. L'organisation gère plusieurs équipes de travailleurs communautaires qui interviennent pour résoudre des conflits dans les quartiers de Port-au-Prince où il y a un risque de violence.

« Chaque fois que je vais au bureau en voiture, je "bouffe" 25 \$ US [en carburant], raconte-t-il. Je ne sors donc presque pas. Je ne fais que l'aller-retour au bureau, pratiquement. »

Une armée invisible

« En plus, on est encerclés. Port-au-Prince est encerclé en ce moment », s'inquiète M. Mars, avant d'énumérer les routes bloquées par ces conflits ou des groupes armés au nord, au sud et à l'est de la capitale, qui limitent les déplacements à l'extérieur. La police nationale haïtienne n'est presque plus présente dans une partie du centre-ville, aux alentours du palais de justice et du parlement notamment, ainsi que dans de nombreuses banlieues (Martissant, Pernier, Village de Noailles, La Boule 12, etc.).

Sous-équipée, elle a tenté plusieurs fois, sans succès, de débloquent l'accès au terminal pétrolier de Varreux. Déjà accusé d'exactions par le passé, le groupe lourdement armé « G9 » exige la démission du premier ministre Ariel Henry pour en permettre l'accès.

Après une année au pouvoir sans grande contestation, le premier ministre Ariel Henry fait face à de nombreuses manifestations à Port-au-Prince et dans tout le pays. Les protestataires dénoncent les politiques économiques impopulaires et demandent la fin de l'insécurité, de la pénurie d'essence et de l'inflation galopante (elle a atteint 30,5 % en juillet).

Cité Soleil : les conséquences d'un abandon

« J'ai une durée de vie de 24 heures par jour, renouvelable », affirme, mi-blagueur, mi-sérieux, David Camille. Le jeune trentenaire est l'un des 19 agents de santé communautaire de MSF de Cité Soleil, dans le nord de Port-au-Prince. Lui-même résidant de la commune, il est un habitué du quartier Brooklyn, particulièrement éprouvé.



Les véhicules à essieu, incluant les ambulances, ne peuvent plus y circuler, dit-il. Des débris et des trous remplis d'eau encombrant les rues.

PHOTO ETIENNE CÔTÉ-PALUCK, COLLABORATION SPÉCIALE

David Camille est l'un des 19 agents de santé communautaire de MSF de Cité Soleil.

Les canaux n'y sont pas nettoyés, l'eau courante ne se rend pas et les gens n'arrivent pas à circuler. C'est une zone enclavée par la violence alors que, depuis trois ans, il n'y a plus d'accès sur place à des soins de santé ou à une clinique. Les conditions étaient réunies pour qu'une épidémie surgisse à tout moment.

David Camille, agent de santé communautaire de Médecins sans frontières

Les personnes infectées par le choléra arrivent par vagues à l'hôpital de MSF de Cité Soleil, en fonction de l'intensité des affrontements armés dans la journée. « À plusieurs grands carrefours, poursuit M. Camille, il y a des espaces de tueries, appelés "var" en créole. Ce sont des endroits contrôlés par des hommes armés où les gens ont peur de passer, ce sont les zones de conflit. » De son lit à l'hôpital de MSF, Gracieuse Prémuré s'en désole. « En plus des débris et des microbes, dit-elle, il y a des tirs matin, midi et soir. »

« C'est une véritable humiliation », ajoute d'un lit adjacent Ismela Jean, 55 ans, accompagnée de sa fille. Elle aussi étant sous perfusion, son sourire accueillant fait rapidement place à des larmes. « Je suis venue ici nu-pieds, on n'a rien à manger, explique la dame, un foulard sur la tête. Ceux qui avaient un petit peu d'argent sont partis de Brooklyn. Nous, on est obligés d'y rester parce qu'on n'a nulle part ailleurs où aller. »

PHOTO ETIENNE CÔTÉ-PALUCK, COLLABORATION SPÉCIALE

Ismela Jean, 55 ans, accompagnée de sa fille

« Ça fait trois ans qu'il y a la guerre à Cité Soleil et personne n'a vraiment essayé d'y mettre un terme, explique Louis-Henri Mars, directeur général de l'organisme haïtien Lakou Lapè. Maintenant, avec le choléra, ça prend une autre dimension. »

Le temps du choléra

Introduite par des militaires népalais après le tremblement de terre de janvier 2010, la première vague de l'épidémie de choléra avait fait plus de 10 000 morts et 800 000 personnes infectées. Aucun cas n'a cependant été recensé pendant trois ans, avant la récente éclosion, début octobre. La population haïtienne – et son système de santé – connaît mieux aujourd'hui le choléra ainsi que ses symptômes. Pour cette raison, M. Camille entretient un mince espoir que cette recrudescence de l'épidémie ait un taux de mortalité moins élevé.

« Ça m'arrive d'être découragé, mais je pense alors aux raisons qui me motivent à faire mon travail, raconte-t-il. À Cité Soleil, ce n'est qu'un petit nombre de personnes qui sont armées, la population non armée est beaucoup plus nombreuse. Et j'ai un amour ancré dans mon cœur pour cette population. »

Des agents de police interviennent devant l'ambassade du Canada, alors que des manifestants protestent contre le gouvernement et son appel à l'aide étrangère afin de faire face à l'insécurité endémique, à la crise humanitaire et à une épidémie naissante de choléra.

PHOTO RICHARD PIERRIN, AGENCE FRANCE-PRESSE

Des agents de police interviennent devant l'ambassade du Canada, alors que des manifestants protestent contre le gouvernement et son appel à l'aide étrangère afin de faire face à l'insécurité endémique, à la crise humanitaire et à une épidémie naissante de choléra.



Des manifestants sont descendus dans les rues de Port-au-Prince pour rejeter une force militaire internationale demandée par le gouvernement, mardi.

PHOTO RICHARD PIERRIN, AGENCE FRANCE-PRESSE

Des manifestants sont descendus dans les rues de Port-au-Prince pour rejeter une force militaire internationale demandée par le gouvernement, mardi.

Haïti est le théâtre depuis des semaines de manifestations violentes.

PHOTO RICHARD PIERRIN, AGENCE FRANCE-PRESSE

Haïti est le théâtre depuis des semaines de manifestations violentes.

Le pays est plongé dans un véritable chaos social et politique depuis quelques mois.

PHOTO RICHARD PIERRIN, AGENCE FRANCE-PRESSE

Le pays est plongé dans un véritable chaos social et politique depuis quelques mois.

Un homme se protège avec un matelas lors d'une manifestation à Port-au-Prince, lors d'une manifestation le 21 octobre.

PHOTO RAMON ESPINOSA, ASSOCIATED PRESS

Un homme se protège avec un matelas lors d'une manifestation à Port-au-Prince, lors d'une manifestation le 21 octobre.

Des agents de police interviennent devant l'ambassade du Canada, alors que des manifestants protestent contre le gouvernement et son appel à l'aide étrangère afin de faire face à l'insécurité endémique, à la crise humanitaire et à une épidémie naissante de choléra.

PHOTO RICHARD PIERRIN, AGENCE FRANCE-PRESSE

Des agents de police interviennent devant l'ambassade du Canada, alors que des manifestants protestent contre le gouvernement et son appel à l'aide étrangère afin de faire face à l'insécurité endémique, à la crise humanitaire et à une épidémie naissante de choléra.

1/5

La population divisée sur une intervention étrangère

Pour ou contre l'arrivée d'une coalition armée étrangère pour appuyer la police en Haïti ? La Presse a arpenté les rues de la région de Port-au-Prince pour demander l'avis des gens.

Delmas 45, Delmas

« Est-ce qu'ils vont vraiment être capables de désarmer les bandits ? », se demande Jacob, revendeur d'essence au marché noir sur le boulevard Delmas. Bidons à la main sur le trottoir devant une station-service fermée, il garde les yeux sur la rue à l'affût du prochain client. Le jeune homme dans la vingtaine affirme que ses affaires vont mieux quand les stations-service sont ouvertes au moins de temps en temps. Pour l'instant, il doit s'approvisionner auprès de passeurs à la frontière dominicaine. « Mais qu'est-ce que les étrangers vont réellement pouvoir régler ? Est-ce qu'ils vont nous donner du travail ? » Son collègue Philippe, déjà quelques cheveux gris, est encore plus farouchement opposé à une intervention étrangère. « Ils sont déjà venus et n'ont rien réglé, mais ils ont laissé des maladies, dit-il. Il faut plutôt changer le premier ministre que les étrangers maintiennent au pouvoir. »

Maïs Gâté, Tabarre

« Je crois que c'est une bonne idée », dit pour sa part Phara Bazalais, mère de cinq enfants. Elle est au chômage depuis qu'elle a perdu son fonds de commerce en raison de l'insécurité près de



chez elle. « Je ne suis pas la politique de très près, mais je crois que ça serait bon », explique-t-elle. Elle a fui les conflits armés de Cité Soleil en juillet dernier pour se réfugier sur une place publique près de l'aéroport avec quelques dizaines de familles. Ma maison [à Cité Soleil] est devenue une passoire de balles.

Phara Bazalais, mère de cinq enfants

Elle s'inquiète aussi de la poussée des infections de choléra autour d'elle alors qu'elle dort avec sa famille à la belle étoile. « Tous les trois, quatre jours, il y a de l'eau courante dans un robinet sur la place et on remplit des bidons. »

Lalue, Port-au-Prince

« Une force étrangère est venue ici en 1915, elle n'a rien réglé pour nous », rappelle le militant politique Robenson Saint Louis, rencontré dans une manifestation antigouvernementale avec un énorme drapeau russe dans les mains.

PHOTO ETIENNE CÔTÉ-PALUCK, COLLABORATION SPÉCIALE

Robenson Saint Louis, militant politique

[Les étrangers] sont revenus encore en 1994. Rien n'a été réglé pendant ce temps. Ils sont revenus en 2004. Ils se sont présentés pour "restaurer [la démocratie]"

Robenson Saint Louis

Les États-Unis et les autres pays occidentaux ont les mains trop sales, selon lui, pour intervenir une nouvelle fois avec une force armée dans le pays. « Les armes qui entrent à Cité Soleil, Martissant et Croix-des-Bouquets proviennent des États-Unis », rappelle-t-il. Deux cargaisons d'armes illégales et de munitions en provenance de la Floride ont été saisies par la douane haïtienne plus tôt cette année.

Carrefour Feuilles, Port-au-Prince

« Si une intervention est faite pour contrecarrer les gangs armés, ça pourrait être très bien », selon Francillon Laguerre, étudiant en science juridique de 31 ans et père d'une petite fille. De chez lui, il dit entendre des tirs presque chaque jour en provenance du quartier voisin, en conflit armé depuis l'an dernier. « Mais est-ce que les étrangers vont s'en tenir seulement aux gangs ? Il faudra faire attention pour qu'il n'y ait pas de victimes collatérales. Si des innocents meurent, ils vont avoir beaucoup de résistance et ils risquent d'être accueillis comme une force d'occupation. Il y a l'aide et il y a l'occupation. »

Turgeau, Port-au-Prince

« Il faut voir d'abord quels sont les enjeux et les moyens que la communauté internationale veut mettre de l'avant », croit d'abord Louis-Henri Mars, directeur exécutif de Lakou Lapè, un organisme communautaire voué à la construction de la paix dans les quartiers populaires. « Je doute fort que la communauté internationale veuille envoyer des soldats mourir en Haïti ou encore mitrailler des quartiers et créer un tollé, ajoute-t-il. J'ai tout de même l'impression que tant qu'il n'y a pas ce consensus politique [inter-haïtien], plusieurs pays vont hésiter avant de s'aventurer ici. »

La présence armée étrangère en Haïti

PHOTO TIRÉE DE WIKIMÉDIA

Le président américain Woodrow Wilson en 1911, alors qu'il était gouverneur du New Jersey.



1915-1934 : Occupation américaine

Le président américain Woodrow Wilson envoie des membres du corps des marines en Haïti pour protéger des intérêts économiques américains, notamment dans le système bancaire et l'industrie sucrière. Inspiré par la doctrine Monroe, il désire bloquer la montée d'autres intérêts étrangers dans le pays. Plusieurs insurrections armées anti-occupation sont réprimées par la force. En 1918, une célèbre révolte aurait fait 2000 morts, selon certaines estimations. La même année, une nouvelle constitution est imposée.

PHOTO CAROLE DEVILLERS, ARCHIVES REUTERS

Un contingent de 114 soldats canadiens arrive à Port-au-Prince, en 1996, dans le cadre d'une mission des Nations unies en Haïti.

1993-2000 : Premières forces de maintien de la paix des Nations unies en Haïti

Deux ans après le coup d'État de 1991, un accord sous l'égide de l'ONU est conclu entre le général putschiste Raoul Cédras et le président en exil Jean-Bertrand Aristide. Une opération multinationale s'installe en Haïti, pour faciliter le retour du président élu. L'opération Restaurer la démocratie (Uphold Democracy), dirigée par les États-Unis, vient appuyer la force onusienne et la transition démocratique en 1994 et 1995.

PHOTO PATRICK SANFAÇON, ARCHIVES LA PRESSE

Un casque bleu du contingent brésilien de l'ONU salue un jeune homme en Haïti, en 2007.

2004-2019 : MINUSTAH

Le président Jean-Bertrand Aristide démissionne fin février 2004, sous la pression de la communauté internationale. Dirigée par le Brésil, la MINUSTAH effectue au milieu des années 2000 plusieurs opérations sanglantes à Cité-Soleil, base de groupes armés partisans de l'ex-président. Le séisme de janvier 2010 – et ses plus de 200 000 morts – dévaste le quartier général de la MINUSTAH. Plusieurs pays, dont le Canada, envoient des troupes pour appuyer la réponse humanitaire. Quelques mois plus tard, une vague d'épidémie de choléra, la première de l'histoire d'Haïti, est attribuée à un contingent militaire népalais de l'ONU. Elle fait plus de 10 000 morts au fil des ans, jusqu'en octobre 2019. La force militaire multinationale MINUSTAH est remplacée en 2017 par une force de police sous l'égide de l'ONU. Elle termine sa mission à l'automne 2019.

[Retour à la table des matières](#)



Actualité à surveiller



Rien à signaler

[Retour à la table des matières](#)